ÉCHANGES

 N° 141 — Eté 2012 — 3 euros

bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

La crise en pleine croissance, p. 3 ♦ Dans les publications : la crise, l'Europe, p. 10 ♦ GRÈCE : Face à la crise, comment survivre ?, p. 14

ETATS-UNIS. Le débat biaisé sur la santé, p. 18 ◆ Les suicides de militaires américains, p. 21

◆ Dans les publications : Mali, Chine, monde arabe..., p. 23 ◆ Science et écologie, p. 27

CORRESPONDANCE. Car et cravate, p. 30 ◆ A propos de « Dans le monde une classe en lutte », p. 31 ◆ Recomposition prolétarienne, p. 32 ◆ Grèves sauvages des années 1970, p. 32

Réflexions sur le contenu et les méthodes de lutte sous la présente domination capitaliste, p. 33 ◆ Quelques remarques sur le SABOTAGE et le refus du travail, p. 37 ◆ Misère du conseillisme, p. 42

Dans les publications: théorie, histoire, organisations... p. 44

NOTES DE LECTURE. « Ma guerre d'Espagne, Brigades internationales : la fin d'un mythe », de Sygmunt Stein, p. 57 ◆ « Le Socialisme sans le progrès. The Root is Man », de Dwight Macdonald, p. 60

Documents, journaux, brochures et livres disponibles à Echanges, p. 63

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net
BP 241. 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet: http://www.mondialisme.org

Abonnement: 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé etincelle 1999@hotmail.com http://letincelle.over-blog.org/ Les Nuits bleues, 21 rue Maillé http://chezie21.blogspot.com à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin

20298 44 41 01 —
danielroignant2@wanadoo.fr —
www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7*

2 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net
— http://lagryffe.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12*

2 01 43 25 52 10

Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 1"

2 01 42 33 62 70. — www.librairieparalleles.com

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5°

■ 01 43 26 20 17. — librairielpj@wanadoo.fr

Publico, 145 rue Amelot, 11°

2 01 48 05 34 08 — http://www.librairiepublico.com

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11*

9 01 43 71 21 07 —
quilombo@globenet.org —
http://www.librairie-quilombo.org

MARCHANDISES, TRANSPORT, CAPITAL ET LUTTE DE CLASSE.

Dans le mouvement contre la réforme des retraites de 2010 en France, ceux qui voulaient intervenir activement ont lancé le slogan « bloquons l'économie » et tenté quelques initiatives en ce sens. Ils avaient raison et tort à la fois. C'est une banalité de constater que le capitalisme a étendu son emprise sur toute la planète (et même au-delà dans l'espace) et que, s'il n'a plus de cœur identifiable géographiquement, il dépend essentiellement de la circulation de tout (êtres humains, marchandises, argent) dans le but unique d'extorquer la valeur à la force de travail. Il va de soi que le rejet de cette exploitation, grève ou refus du travail, peut perturber le système d'exploitation. Cependant la mondialisation et l'extrême division du travail ont permis aux entreprises de minimiser voire d'annuler l'impact de tout conflit limité : en même temps le capitalisme est ainsi devenu entièrement tributaire des transports, ce terme devant être pris dans le sens le plus large. L'organisation présente du système introduit une grande vulnérabilité et c'est en ce sens que le blocage pouvait prendre toute sa signification. Mais un blocage ne peut avoir de sens que s'il est assez important (dans l'espace et dans le temps) et empêche des transports de substitution de se mettre en place. Lors du mouvement de 2010, il est apparu que les routines des luttes passées influaient négativement sur les objectifs et les méthodes : il n'était guère tenu compte de la réalité globale de l'organisation des transports et de ses véritables vulnérabilités. La radicalité n'est pas tant dans des actions de masse limitées que dans le choix d'objectifs précis ; une minorité peut faire beaucoup plus de ravages qu'un grand nombre engagé dans une routine facilement encadrée par le système. Notre brochure sur les transports montre, au-delà de son aspect descriptif et historique, l'extension de tous ces réseaux entremêlés et les maillons contre lesquels certains groupes marginaux tentent d'intervenir, parfois avec succès.

LA CRISE **EN PLEINE** CROISSANCE

Le numéro 140 d'Echanges a traité amplement de la dette grecque et de la situation en Espagne*; aussi axons-nous cet article sur la situation globale de l'Union européenne des 27 et des rivalités qui la traverse. Derrière les discours sur la croissance, nous nous acharnerons à démontrer que le capitalisme n'a plus rien à offrir que la précarité, et que tous les G8, G20 et sommets divers ne sont là que pour faire payer la crise par ceux d'en bas. Nous développerons un peu plus nos propos sur l'Allemagne, clef de voûte de l'Union européenne.



incantations du G8

A PEINE ÉLU À LA PRÉSIDENCE de la France, François Hollande se retrouvait à Camp David auprès de son homologue américain Barak Obama. Comme toujours, il ne filtre pas grand-chose de ces grands rassemblements où les véritables discussions se font dans des réunions collatérales. Ne reste finalement que le mince communiqué officiel, en somme une prière pour le retour à la croissance.

La croissance, parlons-en !!!

A la fin de l'année 2011, la croissance économique mondiale s'avérait être la plus faible observée depuis la mi-2009. Elle a frisé la croissance zéro en se limitant à 0.9 %. Si l'on tient compte du découplage des zones d'accumulation du capital, nous pouvons dire que les pays du centre comme

^{*} Voir « La Grèc. accablée par une dette majorée », du groupe grec TPTG, et « Espagne. La grève du 29 mars 2012 contre la réforme du travail », Echanges nº 140 (printemps 2012), p. 3 et p. 21.

CHUTE DES COURS SUR 52 SEMAINES

MÉTAUX

Palladium	- 27,97 %	,	Plomb	- 29,64 %
Zinc	- 17,52 %	, 0	Alliage	d'aluminium
Nickel	- 26,75 %	, b		- 23,25 %
Platine	- 20,81 %	•	Cuivre -	15,46 %
Cadmium	- 38,00 %	, 5	Etain - 2	25,73 %

PRODUITS AGRICOLES

Blé de meunerie n°2 Paris	- 13,58 %
Coton New York	- 55,82 %
Caoutchouc Osaka	- 34,88 %
Robusta Londres	- 14,58 %
Jus d'Orange New York	- 36,38 %
Sucre - New York (- 26,02 %
Arabica New York	- 34,76 %
Pomme de terre Londres	- 30 %
Cacao New York	- 23,45 %

Sources Investir Journal des finances

l'Union européenne (UE) et le Japon sont en récession. Pour d'autres pays de l'OCDE la croissance fut molle. Seuls les pays « émergents » continuaient à caracoler avec des taux de croissance élevés. Cependant la descente des uns va derechef entraîner la décroissance des autres ; le phénomène est déjà observable en Chine, où la croissance de 10,4 % en 2010 tomberait à 7 % selon les officiels chinois. Dans les pays émergents la croissance se ralentit : en Inde elle était de 9,1 % en 2009 et n'est plus que de 7,6 % en 2011. Au Brésil elle chute de 7,5 % en 2010 à 2,7 % en 2011.

Sur un plan plus général, la dégringolade de la croissance mondiale s'accompagne d'une chute manifeste du prix des matières premières (voir tableau ci-dessus).

Quand le G8 implore le retour à la croissance pour sortir de la spirale de la crise, il ne fait qu'étaler son impuissance devant les éléments qui entretiennent cette crise. Le capitalisme se retrouve face à lui-même. face à la monstruosité des surcapacités productives (1) du monde, il va donc devoir trancher dans le vif d'une manière ou d'une autre, sachant qu'une fraction du capital ne peut retrouver un semblant de croissance que par une destruction massive des forces productives matérielles et humaines. Cette solution finale est déjà active et l'Union européenne commence à sentir les banderilles plantées sur elle : après la Grèce (2 % du PIB européen) se pointent l'Espagne. l'Italie, le Portugal...: la décomposition latine de l'Europe de Maastricht. Même Confrontations Europe (association et revue créées en 1992 par Philippe Herzog, pour « la participation active de la société civile à la construction de l'Europe ») est contrainte d'envisager la débandade de la zone euro.

Les tendances centrifuges de l'UE se font dans trois directions – le nord, le sud et l'est, avec pour chaque fracture un pays leader : la Grande-Bretagne pour le nord, l'Allemagne pour l'est, et la France pour l'Europe dite latine. Si l'UE devait se morceler en trois zones, c'est l'Allemagne (2) qui certainement en prendrait l'initiative, du fait de sa forte implication économique vers l'Eurasie. Chez l'Oncle Sam, les affaires ne sont plus ce qu'elles devraient être, et pourtant le tonton a sabré à tout va,

⁽¹⁾ Le taux d'utilisation des capacités de production française est en dessous de 85 %.

⁽²⁾ En 2010, l'Allemagne réalisait 143 milliards d'excédents sur les biens manufacturés, sur un total pour l'UE des 27 de 147 milliards d'euros. L'Allemagne ne cesse de consolider sa puissance industrielle hors de l'UE.

les salaires, e temps de travail, la santé, le logement... La purge radicale qui a si bien rétabli à ce jour les finances de l'oncle n'a plus d'effet, pour la bonne et simple raison que tous les autres font de même, si bien que l'on se retrouve à la case départ de la crise. Seule la Fed ose dire clairement au peuple américain que le système est fiscal cliff, au bord de la falaise, et qu'il va falloir taper plus fort que prévu pour gagner l'avantage compétitif; une contraction du PIB américain entre 3 % et 5 % serait nécessaire selon les experts.

L'Europe latine en convulsion

En Espagne c'est le retour du garrot, mais un garro, d'un autre genre, celui d'une pressurisation constante de la jeunesse et des forces populaires. L'économie espagnole est de nouveau en récession depuis le premier trimestre 2012. La crise immobilière creuse le tombeau des banques et chacun est conscient que l'Etat n'est plus à même d'intervenir, sauf sous forme d'incantations. La Banque centrale européenne n'est déjà plus à même d'injecter des liquidités dans le système bancaire (comme prêteur en dernier ressort). Les moribonds sont trop nombreux; pas moins de 16 banques espagnoles sont dans le rouge (le journal L'Expansion rapportait que 21 banques ibériques sont dans le collimateur de l'agence de notation Moody, qui envisage d'abaisser la note de 114 banques européennes). La Bankia, quatrième banque espagnole, récemment nationalisée, non seulement voit son action décrocher (elle valait 3,75 € en juillet 2011 elle n'est plus qu'à 1,2 €). Bankia croule sous ses 31,8 milliards d'actifs immobiliers risqués et, quand la défiance l'emporte comme en Grèce, on se précipite pour retirer son fric. El Mundo affirmait que les clients de Bankia ont déjà

retiré plus de 1 milliard d'euros. Plus récemment, la presse faisait état d'un transfert des banques espagnoles vers des comptes sur livret dans les pays du nord de l'Europe de 66,2 milliards d'euros (chiffre de la banque d'Espagne).

L'UE, le couple franco-allemand et la Grande-Bretagne

Le couple franco-allemand a été contraint par la situation économique de la zone euro de mettre sur la table des négociations au sein de l'UE la modification des traités de l'Union. Il devient clair, aux yeux de la grande majorité des Etats de l'UE, que pour se maintenir à flot l'UE doit d'une part resserrer sa coordination économique et d'autre part procéder à un encadrement budgétaire plus strict. L'objectif étant de soumettre les pays de la zone euro à un ensemble unique de règles et institutions, voire, comme le veut Angela Merkel, une perte progressive de la souveraineté des Etats.

Cette initiative ne convient pas au Royaume-Uni, et David Cameron s'oppose à l'adoption d'un traité pour l'ensemble des 27 pays de l'UE. Le Premier ministre britannique a ainsi révélé qu'il était en place pour protéger les services financiers de la City (3).

Le couple franco-allemand veut donner moins d'importance à la Commission européenne et à la Cour de justice et donner plus d'importance « au politique » afin de promouvoir une Europe plus « intergouvernementale ». En affaiblissant les institutions « gendarmes » de l'UE, le couple franco-allemand entend bien reprendre les rênes de l'Union. La crise est pour

⁽³⁾ Cameron voulait obtenir un protocole de protection de la City de Londres.

le tandem une occasion unique de centraliser le pouvoir, quitte à faire exploser le marché unique qui se devait d'assurer un traitement équitable des Etats membres.

C'est ce qui s'est confirmé en juin, lors du sommet européen, présenté par la presse comme une défaite de l'Allemagne, ce qui est manifestement faux. Le capitalisme allemand n'a pas été surpris, le Bundestag ayant approuvé à une large majorité le pacte budgétaire européen et le Mécanisme européen de stabilité financière (MES) (4) ainsi que la mise sur pied du fonds d'urgence permanent de la zone euro. La BCE gorgée de créances pourries de la Gréce et du Portugal, n'est plus en mesure de gérer les nouveaux venus que sont l'Espagne et le Portugal.

« Intégration » et « solidarité » ont été mis en avant pour savoir qui allait faire les frais de la mutualisation des pertes, les capitalistes allemands par le truchement d'Angela Merkel ne sont pas dupes et Merkel a déclaré : « Moi vivante, il n'y aura pas de mutualisation. » Dans l'histoire et face à la situation, il s'agissait une fois de plus de reculer les échéances en mettant en place l'équivalent d'une «bad bank » ; c'est le rôle attribué au MES qui sera financé par les Etats de la zone euro, avec l'Allemagne qui de facto devient le plus gros contributeur en dernier ressort, ce qui donne l'impression que l'Allemagne accepte la mutualisation des pertes.

Sauf que cette mutualisation des pertes n'est pas un phénomène exclusivement national. Il en résultera que la « mutualisation » sera étalée sur le dos des peuples de



l'UE et qu'elle va s'amplifier. Les récentes élections du 17 juin 2012 en Grèce viennent de mettre au pouvoir le « bon » gouvernement que les marchés et les banques attendaient. Un gouvernement des riches contre les pauvres, un gouvernement qui livre son peuple à la pince monseigneur de l'UE et du FMI et son plan d'affameur.

La Grande-Bretagne craint à juste titre une harmonisation des réglementations bancaires pour garantir l'euro. La Grande-Bretagne est actuellement particulièrement isolée dans l'UE, et vient même de perdre son rôle de leader de l'Europe du Nord: le Danemark, les Pays-Bas, la Pologne et la Suède ne suivent plus Cameron.

Ceci étant il ne nous appartient pas de soutenir tel ou tel camp, mais de démonter systématiquement les illusions concernant une reprise de la croissance dans un monde en surcapacité. A ce propos il suffit de prendre deux exemples : les ports et l'industrie automobile. Les premiers, et en particulier les dockers, sont les victimes traditionnelles du « progrès technologique »,

⁽⁴⁾ Le MES devait entrer en vigueur le 9 juillet mais la ratification parlementaire devait être validée par la cour constitutionnelle allemande.

notamment de l'automatisation complète des ports grâce au conteneur (voir notre brochure *Marchandises*, transport, capital et lutte de classes, parue en mai); la seconde est victime de ses surcapacités mondiales.

« Avec des ventes 2011 à 13,5 millions de véhicules et, pour 2012, plus probablement proche de 13 millions que de 14, le chiffre est cohérent et la question de l'"ajustement" est posée. La question est volontiers posée en termes arithmétiques et l'"exemple américain", donné en référence par [Sergio] Marchionne [directeur général du groupe Fiat] entre autres, sert alors à incriminer la frilosité des dirigeants européens qui ont refusé l'option radicale qui consistait sinon à laisser mourir des entreprises du moins à fermer des usines.

Ce sont effectivement – [Carlos] Tavares [nouveau directeur général délégué aux opérations de Renault] l'a rappelé – 4 à 5 millions de capacités qui ont été rayées de la carte industrielle aux Etats-Unis, et la bonne santé des constructeurs américains aujourd'hui correspondant à une saturation des outils ayant survécu, on en déduit assez naturellement que l'Amérique semble ainsi montrer la voie. »

(Extrait d'une chronique hebdomadaire de Bernard Jullien, directeur du Gerpisa et conseiller scientifique de la chaire de Management des réseaux du groupe Essca (école de commerce) (http://leblog.gerpisa.org/).

L'Allemagne gère la crise par la précarité et la fracture sociale

Comme de ns tous les pays, les lois du capitalisme jouent avec plus ou moins de force en fonction de divers facteurs. Le coût du travail en est un souvent cité, bien qu'il n'ait pas l'importance que l'on cherche à lui donner au niveau de la concurrence mondiale, surtout dans les pays à haut niveau technologique.

Pour l'Allemagne le coût du travail était effectivement l'un des plus élevé de l'UE en 2008 dans certains secteurs industriels, notamment l'automobile : il était supérieur de 29 % à celui observé en France. Ce qui n'empêchait pas l'Allemagne d'enregistrer les meilleures performances à l'export. Il faut faire tomber ce dogme que le prix des marchandises sont déterminées par les salaires (5).

Bien entendu si le patronat peut faire chuter les salaires directs et indirects, c'est mieux pour lui, mais il y a déjà longtemps que le coût du travail dans la fabrication d'un objet X a été réduit à une infime partie du prix des marchandises. Le Capital fixe est devenu l'élément moteur et déterminant de la production capitaliste dans son ensemble. Cette production est ellemême dépendante d'investissements colossaux et donc du capital financier. Que celui-ci s'effondre et c'est la débâcle. C'est cet effondrement, et pas le coût du travail, qui a engendré l'importante récession allemande de 2009. En Allemagne il n'y a pas de salaire minimum, une situation quasi unique en Europe. Le problème allemand est celui de tous les pays hautement industrialisés : comment sauver la valeur travail? Dans tous les pays de l'OCDE le capitalisme n'a plus à offrir que la précarité, dans un premier temps le partage du travail et le temps partiel, dans un second temps celui de la misère. L'Allemagne est sans doute, comme nous allons essayer de le montrer, le pays de l'UE où ce contraste est le plus net.

⁽⁵⁾ Voir à ce sujet Salaire prix et profit de K. Marx.



Dés le début des années 2000, la réforme Hartz avait mis en avant le slogan « Fördern und fordern » (promouvoir et exiger). Elle aura pour résultat de promouvoir la baisse des allocations chômage et de ramener le chômeur au niveau de la Sozialhilfe (le RMI allemand). La loi Hartz s'érigea donc comme une loi visant à paupériser les chômeurs. Pour moraliser cette mesure le gouvernement lança une campagne virulente contre les « Anspruchdenker », les profiteurs du système.

Le système des profiteurs capitalistes va aller plus loin dans ses attaques

Dès 2005, les demandeurs d'emploi allemands sont activés pour faire des démarches « positives » deux fois par mois ; ils ne pourront plus rejeter un emploi moins bien payé que le précédent, plus éloigné et en dessous de leur qualification au risque de perdre les indemnités de chômage. A ce tableau de chasse est venu s'adjoindre, comme en France, la démultiplication des contrats de travail atypiques – deux nouveaux contrats, les mini-jobs et les un eurojobs, sont mis sur le marché de l'emploi. Au plus fort de la crise, la récession de 2009, l'Etat, les entreprises et les salariés ont été conviés, cogestion oblige, à instaurer le système de chômage partiel pour éviter au pays de passer de la récession à la dépression économique.

Mais la mesure ne fut pas suffisante, alors le gouvernement a libéralisé son marché du travail et précipité une part croissante des salariés dans la précarité : absence de salaire minimum, travail à temps partiel, « mini jobs » sans assurance maladie (6) ou petit boulots payés un euro de l'heure (7). Aujourd'hui, près d'un travailleur allemand sur cinq est « pauvre ».

Salaires : la déflation compétitive

En mai 2011, les statistiques officielles faisaient état de 5 millions de mini-jobs. Plusieurs scandales éclateront en Allemagne mettant en cause des grands groupes accusé de « dumping social » sur les salariés précaires. Le système leur avait offert la possibilité d'utiliser deux ou trois minijobs, fiscalement neutres, plutôt que d'embaucher un travailleur à plein temps. La chaîne Schlecker, leader des drogueries en Allemagne, fut accusée par le syndicat Verdi de faire du « dumping salarial ». L'affaire fit grand bruit à l'époque, obligeant la ministre du Travail, Ursula Van der Leyen, à monter au créneau (la condamnation de la société l'a privée de cet avantage concurrentiel et elle vient d'être mise

⁽⁶⁾ Il faut préciser que certains travailleurs concernés sont couverts par une assurance médicale quand le mini-job est un deuxième emploi, ou parce que l'État prend en charge, mais, effectivement, ni le patron ni le salarié avec ces 400 euros maxi ne payent pour l'assurance maladie.

⁽⁷⁾ Précisons que les dénommés « Ein-Euro-Jobs » sont rémunérés aux environs de 1,50 euro.

en faillite, licenciant 15 000 travailleurs).

Les Aufstocker, comme on désigne les actifs à si bas salaires qu'ils ont besoin des aides sociales sous Hartz IV, s'occupent en général avec moins de quinze heures de labeur par semaine. Leur nombre ne cesse d'augmenter. Le système Hartz censé les inciter à reprendre un emploi, n'a fait que créer cette bulle (8). Début 2010 il fut recensé pas moins d'un million d'individus vivant avec ce statut ou plutôt ce nom péjoratif, qui les stigmatise comme des parasites du système, alors qu'ils en sont les victimes.

Si l'on retranche le million d'Aufstocker des bénéficiaires de Hartz, nous trouvons un reliquat de 3,9 millions de chômeurs longue durée; les plus touchés sont les familles monoparentales et les seniors.

La loi Hartz IV est venue accentuer la descente aux enfers des « Rmistes » allemands par la fusion de l'allocation chômage et de l'aide sociale, la guerre aux pauvres était déclarée. Elle a pris un tour tragique quand trois familles se sont portées partie civile devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. En février 2010, le tribunal a finalement déclaré la loi Hartz IV constitutionnelle, tout en demandant au législateur de revaloriser l'allocation de base (9).

La loi Ha tz IV a cette caractéristique qu'elle n'intervient pas si le demandeur, dispose de plus de 9 750 euros d'économie, si un époux à encore un salaire... malgré ses restrictions, il y a environ 7 millions de « Hartz IV » en Allemagne.

La prolifération des formes de travail précaire, ou plutôt d'occupation précaire, vise essentiellement à sauver idéologiquement la « valeur travail ». Ce type d'emploi va progresser de 20 % entre 1999 et 2009 (sources le bureau Destatis, équivalent de l'Insee). La récession de 2009 va encourager le patronat allemand à faire un « dumping salarial » qui va choquer les potentats de l'OCDE pourtant promoteurs de la casse sociale.

« En Allemagne, encore plus que dans les autres pays membres, les employés sans emploi fixe sont les principales victimes de la crise »

(OCDE, janvier 2010)

L'Allemagne compte 12 millions de pauvres (10) sur 82 millions d'habitants; la pauvreté n'est plus une caractéristique de l'ex-RDA, elle est visible sur l'ensemble du territoire. Comme en France il y a en Allemagne l'équivalent des « restos du cœur », dont la fréquentation progresse au rythme de 1 million de demandeurs de plus par an. Les soupes populaires se développent à côté des écoles pour les enfants dont les parents n'arrivent plus à payer la cantine.

La crise sociale est bien visible, même dans les villes. A Berlin un ex-quartier classe moyenne industrieuse, Spandau, est devenu celui des classes dangereuses paupérisées, le taux de chômage, la criminalité, les suicides, le surendettement sont les plus importants du Land.

On compte 1 million d'intérimaires,

⁽⁸⁾ Le système Hartz n'est pas incitatif à une reprise d'un emploi, il cherche plutôt à maintenir un volant d'individus dans une situation de survie. En effet pour 100 euros de salaire, le travailleur perd 20 % de ses aides, pour 800 euros il en perd 80 %.

⁽⁹⁾ La Cour a jugé que le mode de calcul retenu violait le droit au "minimum vital digne" garanti par la constitution. De 359 euros par personne, l'allocation minimale a depuis été revalorisée à 374 euros...

⁽¹⁰⁾ Est considéré comme pauvre en Allemagne celui qui n' a que 940 euros pour vivre.

toujours les premiers virés avec des différences de salaire importantes pour un même travail. Le boom de l'intérim est de + 134 %.

La liquidation du système de retraite

Selon Eurostat, c'est l'Allemagne qui compte dans l'UE le plus de personnes âgées de plus de 65 ans (20,6 %); comme en France c'est au nom du sauvetage du système de répartition, que le gouvernement décida en 2007 de réformer le système des retraites, que l'Etat avait subventionné à hauteur de 80,8 milliards d'euros en 2010.

Depuis le 1" janvier 2012, la réforme votée par le Bundestag en 2007 est entrée en vigueur. L'âge légal de départ à la retraite reste : 63 ans, mais l'âge de la retraite à taux plein automatique (qui annule la décote) va être allongé graduellement d'un, puis de deux mois par an, et passer de 65 à 67 ans d'ici à 2031.

A noter au passage que la réforme française dite loi Fillon prévoit la mise en place de la retraite à 67 ans (taux plein) dès 2018, ce qui a d'ailleurs choqué les Allemands selon le Deutscher Rentenversicherungbund (l'assurance-pension allemande); l'âge légal de départ à la retraite sera de 67 ans en 2030 et s'appliquera pour les générations nées à partir de 1964.

Toutefois, si les assurés ont cotisé pendant quarante-cinq ans, le bénéfice du taux plein interviendra toujours à 65 ans (à 63 ans si l'on est chômeur).

En règle générale, c'est à 63 ans et demi que les Allemands cessent de travailler, ce qui est possible après trente-cinq ans de cotisation et au prix d'une décote de 0,3 % par année. Celle-ci est calculée en fonction de la différence entre l'âge effectif et l'âge légal d'entrée en retraite. Ce qui ne fera qu'accroître la pauvreté des plus âgés - 660 000 d'entre eux sont contraints pour vivre d'associer leur maigre pension à un minijob. Enfin un boulet semble arrivé conjointement avec la crise : les travailleurs entre 60 et 64 ans (ils sont 40,5 %) à travailler, mais seulement les trois quarts d'entre eux ont un emploi non soumis à des cotisations sociales. Cette bombe à retardement préoccupe le parti social-démocrate, pourtant l'un des artisans de la réforme(une coalition socialistes et verts). Il réclame qu'elle ne soit mise en œuvre qu'à condition que la proportion de seniors qui cotisent atteigne 50 %.

> G. Bad (juillet-août 2012)

DANS LES PUBLICATIONS / LA CRISE, L'EUROPE...

- ◆ « Occupy: résultats et perspectives » dans *Pers*pectives Internationalistes n° 56 (printemps 2012).
- ◆ « A l'ouest quoi de nouveau », d'Alain Bihr, dans A Contre Courant n° 234 (maijuin 2012).

Europe

◆ La crise que traverse actuellement l'Europe marquera-t-elle un retour de la lutte des classes ? Telle est la question que la revue allemande Wildcat pose dans son n° 92 (printemps 2012). Les événements en Grèce.

au Portugal, en Italie et en Espagne semblent le confirmer pour cette revue. Et qu'adviendra-t-il en Allemagne qui a jusqu'à maintenant été préservée de vastes mouvements sociaux mais dont l'économie montre des signes de faiblesse à cause de

la demande moindre aux Etats-Unis, dans les pays émergents, et surtout en Europe qui demeure le plus gros client de l'industrie allemande? « Au quatrième trimestre 2011, la production industrielle de la République fédérale d'Allemagne a plongé de 7,4 % en taux annuel et les exportations nominales de marchandises ont chuté de 4,3 %. »

Italie

◆ La chasse aux anarchistes est ouverte en Italie depuis le 13 juin 2012 selon le n° 391 (juillet 2012) de CNT. l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole. Dans « Opération Ardire. La chasse à l'anarchiste », la rédaction de CNT détaille comment, sur ordre de la procureure de Pérouse (Ombrie), Manuela Comodi, le 13 juin à 4 heures du matin, des équipes du Raggruppamento Operativo Speciale des carabiniers ont investi une quarantaine de logements dans toute l'Italie à la recherche de terroristes présumés. Cette opération. surnommée ardire (hardiesse, en français) a principalement affecté les milieux libertaires: 10 personnes ont été arrêtées dont 8 de nationalité italienne.

Roumanie

◆ A partir du 13 janvier 2012, pendant un mois, des milliers, puis au fur et à mesure que le mouvement s'épuisait, des centaines de manifestants ont occupé chaque jour la place de l'Université à Bucarest pour protester contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement, et d'autres manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes d'une durée plus ou moins longue. Pour la revue allemande Wildcat nº 92 (printemps 2012) dans un article intitulé « "Urgences" - Manifestations en Roumanie ». c'était la première vague de grève de cette ampleur depuis 1990, malgré des températures extérieures en chute et des tempêtes de neige. A l'origine de ce mouvement, la loi de Santé proietée par le président d'alors Traian Basescu: privatisations d'hôpitaux et de services hospitaliers publics, fermetures d'hôpitaux, réductions de personnel, etc. Les manifestants allaient du retraité à la jeunesse universitaire en passant par les classes movennes, et les militants des mouvements contestataires d'avant la chute des régimes communistes en 1989 ; étrangement, aucun jeune chô-

meur, peu d'employés hospitaliers pourtant concernés par la réforme, peu d'ouvriers. La place de l'Université à Bucarest étant traversée par une artère importante de la ville et le trafic routier n'avant pu être perturbé que deux jours seulement, les manifestants se regroupaient d'un côté et de l'autre de la place : la jeunesse d'une part, les retraités en face. Le projet a été retiré mais d'autres attaques du pouvoir contre les conditions de vie des travailleurs ont été mises en place : diminutions de salaire de 25 % pour les employés du service public, des aides à l'enfance, aux handicapés et des pensions de retraite. etc. Le salaire minimum a été réduit à 670 lei (environ 140 euros).

Extrème droite en Allemagne

◆ En novembre 2011, la police allemande démantelait une cellule d'activistes d'extrême droite, Nationalsozialistisher Untergrund (NSU, Clandestinité national-socialiste) fondée dans la région boisée de Thuringe en Saxe, dans l'Est de l'Allemagne. Ce petit groupe aurait impunément tué 9 migrants et une policière entre 2000

(suite p. 14)

France. Retours sur une campagne

- ◆ La Forge n° 528 (avril 2012): l'organe du PCOF (marxiste-léniniste), qui s'est rallié au Front de gauche (FdG) derrière le franc-maçon Jean-Luc Mélenchon, l'homme de l'insurrection du bulletin de vote, titre « La dynamique du FdG fait peur au patronat et à la réaction. » Que peut devenir cette dynamique quand le camarade Mélenchon a son pote Hollande sur le trône de la république ? Par expérience nous savons que le FdG n'a joué qu'un rôle de rabatteur pour le vote Hollande, tout au plus servira-t-il à combattre le FN en se transformant en front anti-populiste ou antifasciste.
- ◆ L'UCRF, organisation nostalgique du stalinisme, soutien du régime de Corée du Nord, s'attaque de front à Mélenchon, contrairement au PCOF, dans un article du nº 109 (avril 2012) de son journal Intervention Communiste, « Mélenchon et le rêve général du livre rouge ». En dehors du fait que Mélenchon ne rêve pas mais fait rêver, l'auteur de l'article ne se fait pas d'illusions sur le bonhomme et son rôle. Un autre article plus fouillé sous le titre « Le programme de Hollande le capital en redemande » démonte assez bien celui-ci comme une alternance démocratique gauche-droite (un gouvernement de gauche étant plus apte à faire passer la riqueur), « Hollande reconnaît et s'appuie sur la dette pour faire payer les travailleurs ; seule diffère entre eux la manière de faire ».
- ◆ A noter dans *Partisan* n° 255 (avril 2012), de l'organisation maoïste Voie prolétarienne, qui participe au site OuvalaCGT, l'article « C'est un potentiel de libération immense qui provoque la crise du capitalisme ». L'auteur y remet les pendules à l' heure sur plusieurs points :

« Les RÉFORMISTES du Front de Gauche nous trompent en opposant le bon capitalisme industriel au mauvais capitalisme financier. » En effet cette opposition est une reprise de Saint-Simon, L'auteur poursuit : « ...augmenter les salaires pour relancer l'économie et l'emploi. Si on se trompe sur la maladie, on se trompe sur le remède. Il n'y a pas crise parce que les capitalistes spéculent plutôt que de produire des biens et des services. Il y a spéculation parce que les "bons capitalistes" ne peuvent plus produire des biens et des services à des conditions de taux de profit satisfaisantes en nous exploitant. » Nous compléterons en disant qu'il ne s'agit là que de la stupide théorie de la sousconsommation en son temps dénoncée par K. Marx: « C'est pure tautologie que de dire : les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de paver font défaut. Le système capitaliste ne connaît d'autres modes de consommation que payants, à l'exception de ceux de l'indigent ou du " filou". Dire que des. marchandises sont invendables ne signifie rien d'autre que : il ne s'est pas trouvé pour elles d'acheteurs capables de payer, donc de consommateurs (que les marchandises soient achetées en dernière analyse pour la consommation productive ou individuelle).» (Le Capital, Livre II, Editions de Moscou p. 298). Partisan poursuit : « La crise, ce n'est pas la conséquence de la baisse du PROFIT, mais de son TAUX. Le capitalisme développe sans cesse la productivité du travail en remplaçant des travailleurs par des machines ; cela, c'est notre expérience quotidienne. Mais c'est des ouvriers qu'il tire la plus-value, le profit qui lui permet d'accroître le capital. Avec la hausse de la productivité du travail, le nombre de travailleurs diminue, de même que la valeur des biens produits. En France, entre 1950 et

2007, la productivité du travail a été augmentée de telle façon que pour produire la même quantité de biens ou de services, le nombre de travailleurs nécessaire a été divisé par 13 dans l'agriculture, par plus de 7 dans l'industrie. »

Effectivement, la crise engendre (concurrence oblige) plus de concentration et centralisation du capital, ce qui veut dire surexploitation des uns jusqu'au suicide et précarisation, misère, chômage... pour les autres. La fin des réformes sociales dans les pays de l' OCDE n'est plus à démontrer, retraite, santé, salaire et acquis sont chaque jour remis en cause.

Plus le temps passe et plus les prolétaires devront faire le triste bilan qu'il n' y plus rien à revendiquer, le capital se trouve dans cette situation déjà mentionné dans le *Manifeste communiste* et caractéristique des crises :

- « Elle ne peut plus régner (la bourgeoisie NDLR) parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. »
- ◆ Après un rappel des positions historiques du communisme révolutionnaire, sur la participation aux élections et l'« utilisation du parlement bourgeois », l'organe bordiguiste Le Prolétaire n° 502 (février-avril 2012) s'en prend à Mélenchon. Sous le titre « Mélenchon, rabatteur du cirque électoral » il cite la minable confession du sieur Mélenchon au quotidien patronal Les Echos : « Les investisseurs n' ont aucune raison d' avoir peur de mon programme. ». En effet le programme Mélenchon n'était qu'une baudruche pour rabattre vers le programme du candidat

Hollande. Quant au programme de

- M. F. Hollande, Le Prolétaire souligne qu'en déplacement en Grande-Bretagne, Hollande a rassuré les bourgeois : « La gauche a été au gouvernement pendant quinze ans, nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations, il n' y a donc pas de crainte à avoir. » (The Guardian, 14 février 2012).
- ◆ En 1922, le congrès de l'Internationale communiste, à la demande de Zinoviev. interdit la double appartenance au parti communiste et à la franc-maconnerie. La plupart des francs-macons socialistes qui avaient choisi le Parti communiste après la scission du congrès de Tours le guittent alors. Pour Trotski, « La franc-maconnerie est une plaie sur le corps du communisme français, qu'il faut brûler au fer rouge ». Trotski demande à la direction du Parti communiste français de donner l'ordre à ses adhérents macons de quitter leurs loges : « La dissimulation par quiconque de son appartenance à la franc-maconnerie sera considérée comme une pénétration dans le parti d'un agent de l'ennemi et flétrira l'individu en cause d'une tache d'ignominie devant le prolétariat »([http://www.trotskyoeuvre.org/22/11/221125.html] «les Cahiers communistes» du 25 nov. 1922. [http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http:/

oeuvre.org/22/11/221125.htmlhtml"texte de Trotski extrait des «Quatre Premiers congrès de l'I.C.»

/www.trotskv-



(suite de la j. 11)

et 2007 et, peut-être, été à l'origine de dégâts matériels dans des attaques contre des bâtiments restées inexpliquées jusqu'alors. Un article dans la revue allemande Wildcat n° 92 (printemps 2012), « Sécurité nationale : nos Nazis d'Etat », critique les interprétations de droite ou de gauche qui ont suivi l'intervention policière en insistant souvent sur l'isolement des terroristes de droite ; pour



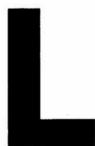
l'auteur de cet article, au contraire. l'extrême droite iouit du soutien de l'Etat. Un entrefilet dans Le Monde du 4 juillet 2012 plaide indirectement en faveur de cette analyse: Heinz Fromm, patron des ren :eignements généraux allemands, a démissionné à la suite de révélations par la presse que ses services auraient détruit des documents établissant les liens entre services secrets et milieux d'extrême droite en Thuringe; enfin, en mai et juin, quatre personnes liées à la NSU ont été libérées, ne laissant en prison que sa fondatrice, Beate Zschäpe, et un présumé complice.

Espagne/15M

◆ L'anniversaire du 15M condense le travail d'une année sur les places » et « L'anniversaire aux veux des militants de Madrid, Séville et Bilbao », deux articles dans le n° 390 (juin 2012) de CNT, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, qui relatent comment le mouvement né le 15 mai 2011 en Espagne par l'occupation des places dans plusieurs villes, puis leur abandon pour mener la lutte dans les quartiers, a reconquis temporairement l'espace public afin d'affirmer la pérennité de son combat. Le mouvement s'occupe maintenant majoritairement d'actions au quotidien contre les attaques du capital : mobilisations de voisins contre les expulsions immobilières, contre tel ou tel projet d'usine polluante ou d'installation d'un centre de rétention pour étrangers, contre la vie chère et le renflouement des banques avec l'argent du contribuable, etc. Des actions auxquelles la Confédération nationale du travail prend une part active.

GRÈCE

FACE À « LA CRISE », COMMENT SURVIVRE ?



LES IN-FORMA-TIONS de ce texte sont tir é e s d'un e émission de France

Culture du 9 juin, un reportage sur les transformations dans l'agriculture comme réponse à la crise (retour à la terre, échanges de semences, liens directs entre citadins et paysans, etc.). Elles répondent à la question: comment les prolétaires grecs, les classes moyennes déchues, survivent-ils dans une société où les réductions de salaires et de retraite, les coupes dans les services sociaux, les indemnités chômage et les sources parallèles de ressources contraignent avant tout à trouver de quoi se nourrir?

La crise sociale profonde due à la crise économique et financière donne des opportunités comme des responsabilités autour de la simple question « Comment survivre ? ». Dans toute la Grèce, des gens « ordinaires » sont impliqués depuis le début de la mise en œuvre des « mesures d'austérité » (presque deux années) dans une sorte de travail coopératif entraînant un échange de bien et de services sans contrepartie monétaire, ou hors des circuits traditionnels de la circulation des marchandises. D'une certaine facon, une extension à l'ensemble de la population de pratiques prolétariennes quotidiennes entre copains. C'est une sorte de croisement entre les impératifs de la crise et les pratiques alternatives jusqu'alors limitées (en dimension et à certaines couches sociales). Un exemple entre autres, les jardins partagés qui existent depuis une dizaine d'années en Grèce, basés sur l'échange des semences et de techniques artisanales de culture qui ont pris avec la crise un nouvel essor.

Même si tout ce que nous allons décrire a été confirmé par des camarades grecs rencontrés récemment, il est difficile de connaître la dimension exacte des faits et actions ainsi relevés. Si l'on pouvait faire une comparaison, toutes proportions gardées, on dirait que face à la pénurie dans la France occupée de la dernière guerre, ce sont les solutions individuelles autour des relation familiales, dans une France où plus de 40 % de la population vivaient de et autour de l'agriculture, qui prévalurent. Alors que pour la Grèce, ce sont plus les solu-

tions collectives qui tendraient à prévaloir, en raison de l'évolution des structures paysannes depuis l'entrée dans l'Union européenne.

Un premier phénomène vient précisément de cette évolution de l'agriculture au cours des vingt dernières années : le retour à la terre. L'entrée dans l'Union européenne en 1981et la circulation libre des marchandises avait fait que l'agriculture grecque peu concentrée avait subi de plein fouet la concurrence de l'agriculture productiviste européenne (on doit tenir compte du fait que la Grèce compte plus de 9 000 îles et que 80 % du territoire sont montagneux). Une partie des agriculteurs ont dû quitter la terre pour la ville, ce qui a entraîné une urbanisation accélérée (en 2012, sur 10 millions d'habitants, la moitié vivent dans cinq métropoles). Le déclin de l'agriculture (qui reste pourtant le deuxième fournisseur d'emplois) se retrouve dans la chute du taux dans l'emploi de 17 % en 2001 à 11 % en 2008. L'ampleur du retour à la terre se marque par la remontée de ce taux à 12,5 % en 2010, remontée qui s'est accélérée depuis.

« Qui sont-ils donc ceux que l'on nomme les "nouveaux agriculteurs"? De nouveau, l'étude révèle des choses assez surprenantes. Car ces nouveaux agriculteurs sont majoritairement des personnes âgées... de 45 à 64 ans. Pour les analystes, c'est un cas d'école, la mobilité étant le propre des moins de 40 ans", peut-on lire dans Courrier international, L'article dresse un portait de ces individus qui, face à la crise, optent pour un changement de vie. D'un côté, fort de l'impossibilité de poursuivre leur carrière, certains urbains "quadra"

quittent les grandes métropoles pour se consacrer, par exemple, à la culture des plantes aromatiques. De l'autre, face à la diminution des pensions, quelques retraités complètent leurs revenus en cultivant olives et oranges. Il s'agit là d'un aspect saillant du phénomène : ces nouveaux agriculteurs ne cherchent pas toujours à faire carrière, plutôt à améliorer leurs revenus. Ce n'est pas tout. Outre les individus "d'âge mûr", l'étude montre que les jeunes se tournent aussi vers le secteur agricole, faute d'autres débouchés. (Revue de presse de la Mission Agrobiosciences /www.agrobiosciences.org/?rubrique23] du 8 avril 2011.) »

D'après le reportage radio, un autre phénomène se greffe sur cette situation de « nouveaux paysans » : la solidarité avec la population paysanne locale, relative notamment aux pratiques culturales que celleci avait perdu et à une pratique des échanges de production et plus spécifiquement de semences. Le reportage s'ouvre sur une « foire aux semences » tenue dans le nord de la Grèce où chacun amène ses semences auto-produites (échappant ainsi au contrôle des multinationales) pour que chacun se procure ses semences ou les échange. Tout y est entièrement gratuit, y compris l'hébergement par les paysans du coin. La participation de plus de 10 000 personnes (paysans ou non) à cette foire (1/1000 de la population totale) peut aussi donner une certaine mesure du « retour à la terre » engendrée par la crise.

La crise frappe particulièrement deux secteurs basiques de la vie : l'alimentation et la santé.

Pour la santé, la destruction de tout le système de protection sociale et les coupes drastiques dans le système hospitalier, le tout joint à l'importante baisse des revenus, salaires et retraites, ont fait que l'accès aux soins est devenu très aléatoire. Ce n'est pas tant cette brève tentative d'autogestion d'un hôpital dans le nord de la Grèce (1) qui est le plus important, mais la quantité de centres locaux de santé qui continuent de fonctionner sur la base du volontariat. Etant donné que ces tentatives sont l'objet d'une répression sournoise, on peut s'interroger sur ce qu'elles peuvent devenir à long terme sous cette forme.

Sur le pian alimentaire, la situation serait catastrophique, avec la réduction des revenus de toutes origines, des prix alimentaires plus chers par exemple qu'en Allemagne, une grande partie des produits alimentaires venant de l'étranger. Le « mouvement des patates » semble avoir été le premier maillon d'une certaine importance d'une chaîne de tentatives collectives pour établir des liens directs entre producteurs et consommateurs, entre paysans et citadins. Amorcé avec des pommes de terre achetées aux paysans plus cher (souvent le double) que les paient les chaînes de la distribution et vendues au tiers du prix de vente des supermarchés, le mouvement s'est étendu à d'autres produits alimentaires de base : fruits et légumes, huile d'olive, etc. La spontanéité et le contrôle autonome de ce mouvement, démarré sur la base de contacts informels et organisé hors de toute intervention publique, sont menacés par une reprise en

⁽¹⁾ L'hôpital général de Kilkis. Voir Echanges n° 140, p. 13-14.

A lire sur http://nouvelleshorslesmurs.wordpress.com « Pourquoi nous avons occupé l'Hôpital de Kilkis », par Lela Zotakis, directrice du Département d'actinologie de l'hôpital de Kilkis, membre de l'Assemblée générale des travailleurs, présidente de l'Union des médecins des hôpitaux de la région du Kilkis (ENIK). Contact : enosi.kilkis@yahoo.gr



Hôpital général de Klikis. Icl accès gratuit aux soins de santé. La santé publique gratuite est une obligation constitutionnelle

mains par des autorités officielles: du côté paysan par les coopératives, du côté consommateur par les municipalités, les deux organisations officielles prenant en main la logistique, élément essentiel pour tout ce mouvement. Parallèlement s'est développée, sans qu'on puisse en donner la mesure, la vente directe sur place par les paysans par l'intermédiaire d'organismes autogérés du style Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne).

Dans d'autres secteurs on voit aussi apparaître des initiatives qui prennent une certaine dimension : covoiturage pour limiter l'incidence du prix de l'essence, troc de vêtements, d'électronique, de services, de savoir-faire, etc..

Il semblerait ainsi qu'une société civile marginale se mette en place Mais outre la question de sa dimension, quelle peut en être la durée (subsistera-t-elle si la crise actuelle était résolue?) et quelle est sa fonction, dans la mesure où l'ensemble des structures sociales du capitalisme reste en place? Objectivement cette « société civile » qui exclut ou amenuise le rôle de la monnaie n'est-elle pas une aide à la survie du système?

◆ Un premier article. « Grèce : hostilités ininterrompues, manifestations violentes. grèves », dans la revue allemande Wildcat n° 92 (printemps 2012), dresse le portrait d'une Grèce révoltée. Son auteur rappelle que le plus intéressant est ce qui se passe à la base et cite comme exemple parmi d'autres la grève qui a touché l'hôpital de Kilkis (voir Echanges n° 140, p. 13-14) mais termine sur ces lignes: « Il v a eu jusqu'ici tous les jours des grèves ou des appels à la grève. Mais il règne un sentiment général de défaitisme, » Un deuxième article, « Grève dans une aciérie », s'attache plus précisément au long conflit qui a affecté une aciérie dans l'Attique (voir Echanges n° 140, p. 14-15); les analyses se complètent : toutes les manœuvres de la classe dominante ont été utilisées pour briser la grève depuis le lock-out de l'usine jusqu'à l'intervention des partis de gauche, du Parti communiste et de sa courroie syndicale PAME à la Coalition radicale de gauche (SYRIZA). Finalement, la journée de solidarité avec les travailleurs de cette aciérie appelée le 17 janvier 2012 par le syndicat PAME à Athènes a marqué le commencement de la fin du mouvement.

D'autres textes sur la Grèce (disponibles à Echanges sur papier ou par courriel :

- ◆ Greece: crisis, the politics of devaluation and class struggles against it (en anglais)
- ◆ Lutte de classes dans une situation de quasi-querre (en français)
- ◆ Sur la grève de l'aciérie « Elliniki Halivourgia » : trois textes en anglais.

ÉTATS-UNIS : LE DÉBAT BIAISÉ SUR LA SANTÉ

E PLUS GRAND SECRET de la politique aux Etats-Unis, c'est que la majorité de la population se situe à la gauche des deux principaux partis (républicain et démocrate). Cela peut être amplement démontré

par la comparaison, sur des questions importantes, entre l'opinion publique et la politique poursuivie par les élites professionnelles et de gouvernement.

Que ce soit sur les interventions à l'étranger, les augmentations d'impôt des entreprises et des super-riches, le développement des services sociaux ou nombre d'autres questions importantes, il y a un grand fossé entre le peuple et ceux qui sont supposés le représenter.

Plus que tout, ceci explique l'immense désintérêt pour les élections. Plutôt que d'être dû à l'apathie ou à l'ignorance, comme le prétendent avec une certaine arrogance les experts membres de ces élites, le retrait public des processus électoraux

Traduit de http://www.ctpost.com/opinion/article/Thebogus-health-care-debate-3602987.php#page-1 L'auteur de cet article, Andy Piascik, de Bridgeport, écrit habituellement pour Z Magazine/www.zcommunications.org., publication indépendante de l'ultragauche américaine. Comment la loi « Obamacare », accusée de « socialisme », favorise le capital financier en prônant l'assurance individuelle et en détricotant les contrats collectifs

procède réellement d'un choix délibéré. Depuis que les politiques des deux principaux partis sont en général en opposition avec la volonté du public, la majorité des gens considèrent, à juste titre, que voter est une position perdant-perdu. Le résultat est que la participation électorale est significativement plus basse aux Etats-Unis que partout ailleurs dans le monde industriel; de plus, parmi les millions de personnes qui votent, beaucoup, peut-être même une majorité, le font avec peu d'enthousiasme.

Aucun des problèmes où se creuse ce fossé entre élites et public n'est aussi significatif que celui de la santé. Pendant des décennies, l'opinion publique s'est montrée favorable à un système de soins similaire à celui de la plupart des pays industrialisés. Simultanément, les élites professionnelles et politiques ont mené une guerre incessante contre l'accès de la population à un système de santé cohérent.

Leur but actuel est de détruire Medicaid (1) et aussi de transférer le coût des plans de santé basés sur l'emploi dans les secteurs publics et privés (2) sur les travailleurs à travers un système d'assurances individuelles, à couverture réduite, dont les primes plus élevées seraient co-payées et déductibles fiscalement.

La déconnexion entre le public et les élites est ce qui a dominé les prétendues discussions sur le Patient Protection and Affordable Care Act (PPACA) (loi pour une protection abordable des soins pour les patients) (3). Dans les pathétiques criailleries au sujet d'Obamacare (4), on ne dit jamais que les millions de personnes qui s'opposent au PPACA ne le font pas parce qu'il s'agirait d'une attaque marxiste-léniniste sur les libertés individuelles, mais parce que cette loi favorise une solution individuelle dans laquelle ils voient clairement une capitulation devant les industries de l'assurance et de la pharmacie.

ans après la mise en chantier de cette réforme.

Le président Obama n'a même pas pris la peine, pour écrire sa loi, de consulter ceux qui vivent et travaillent sur le front de la santé et affronte sa crise – infirmières, travailleurs sociaux, avocats des patients, citoyens sans assurance-santé auxquels est dénié tout accès aux soins. Il a confié cette tâche aux responsables des compagnies d'assurance qui salivent d'avance face aux perspectives des milliards de dollars qu'elles vont engranger si et quand PPACA produira tous ses effets (voir note 3).

Les plaintes des démocrates selon lesquelles il n'y eut dans ce débat aucune volonté politique pour soutenir l'« option publique » [distincte des assureurs privés] sans parler de l'opinion d'un simple contribuable, exprimèrent l'idée de l'élite selon laquelle « ceux d'entre nous qui ont des responsabilités ne se soucient pas le moins du monde de ce que souhaite le public ». Aucun de ceux qui portent intérêt à ces questions ne pense qu'il puisse en être autrement. Obama avait reçu pour sa campagne électorale 25 millions de dollars de contribution de l'industrie des assurances en 2008, soit quatre fois plus que John Mc-Cain. Même un enfant de neuf ans (et même un employé de Fox News) (5) comprend que Big Pharma (6) et toute la classe dominante ne contribuent pas au financement d'une révolution marxiste-léniniste (7).

contre la réforme Obama ne manque pas de sel vu que cette réforme renforce le capital financier.

⁽¹⁾ Medicaid est le système d'assurance gratuit pour les plus démunis, financé par l'Etat fédéral et les Etats. Medicare était son pendant pour les personnes âgées sans ressources financé par l'Etat fédéral (voir Echanges n°131, p. 2). La réforme Obama vise à supprimer ces garanties collectives pour contraindre à des contrats individuels auprès des sociétés d'assurance.

⁽²⁾ Une partie des salariés avaient des garanties maladie prévues dans les contrats collectifs d'entreprise qui
font encore l'objet d'âpres discussions lors de leur renouvellement, le patronat américain (y compris les collectivités publiques) tendant à réduire, voire éliminer
leur coût, déjà pourtant assumé par les travailleurs. La réforme Obama, en créant l'obligation d'assurances individuelles, permet au patronat d'échapper à ces charges,
ce qui réduit le coût du travail; quant aux travailleurs, ils
auront à supporter tout le coût de leur couverture santé.
(3) Ce n'est pas une des moindres contradictions que la
Cour suprême vienne enfin d'approuver la « réforme
Obama » alors que celui-ci arrive en fin de mandat, quatre

⁽⁴⁾ L'accusation de « marxisme » ou de « fascisme »

⁽⁵⁾ Fox News est une des principales chaînes d'information en continu, filiale du groupe du magnat Murdoch, aux positions ultra-conservatrices bien connues.

⁽⁶⁾ Big Pharma est le surnom donné ironiquement à l'industrie pharmaceutique américaine dont l'agressivité et l'influence sur les médias ne sont plus à démontrer.

^{(7) «} Marxistes-léninistes », nom global donné aux « maoïstes » qui, dans toute cette polémique, n'ont pratiquement rien à voir avec une position voire une influence quelconque aux Etats-Unis.

Suivre les tendances du reste du monde sur ces questions de santé n'a jamais figuré sur l'agenda des conseils d'administration des super-riches, même si l'absence d'un système de garanties sociales fondé sur le « single-payer », c'est-à-dire sur le salaire différé [et qui figurait au départ dans le programme d'Obama], a été un facteur important dans le déclin de la compétitivité de l'industrie américaine (les constructeurs suédois, japonais et allemands, par exemple, n'ont pas à payer un centime pour l'assurance santé de leurs travailleurs). Au lieu de cela, les super-riches ont développé une double approche prévoyant d'une part le transfert de la production vers des pays où les travailleurs ne percevaient que des salaires de survie et peu de droits et d'autre part attaquant, dans le même temps, le niveau de vie de ce qui restait des travailleurs américains.

Accompagnant les fermetures d'usines et l'élimination des syndicats, on vit un transfert massif du coût des plans sociaux de la santé sur les travailleurs, ce qui constitua un élément primordial dans une redistribution de la richesse en faveur des riches, phénomène sans précédent depuis quarante ans.

Sans préjuger de la décision de la Cour suprême (voir note 3), le système de santé américain, totalement inadéquat, ne fera qu'empirer, de toute façon, bien au-delà du court terme. Les coûts pour le public vont s'accroître et de plus en plus de soins seront refusés, bien des services de santé nécessaires resteront à un niveau insuffisant ou disparaîtront, les femmes, les gens de couleur et les enfants en seront particulièrement victimes, et le résultat global sera une nouvelle détérioration du niveau de vie de la grande majorité. En même temps, les super-riches et la classe politique qui les sert (et qui profite d'une assurance santé de haut niveau financée par le gouvernement) resteront au service des banques.

Cependant, la lutte pour un système « à l'européenne » est loin d'être terminée. Comme tous les efforts pour plus de justice sociale, la poussée dans ce sens a trouvé un renouveau d'énergie dans cette bataille. Le mouvement des occupations a montré en pleine lumière ceux qui possèdent réellement ce pays. Si cette lumière continue de briller, une réforme réelle du système de santé, pour ne pas mentionner bien d'autres changements nécessaires, reste encore une possibilité.

ÉTATS-UNIS/ HISTOIRE

Le Collectif anarchiste de traduction et de scanérisation (CATS) de Caen publie sur son site de nombreux textes, dont ceux-ci concernat l'histoire du mouvement ouvrier aux Etats-Unis:

◆ La Seconde Guerre mondiale et la vague de grèves de l'après-querre aux EtatsUnis: sur la collaboration de classe entre syndicats et directions des entreprises aux Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale et sur la vague de grèves sauvages de l'immédiat après-guerre

◆ Les IWW et la grève générale de Seattle (1919) : un aperçu du rôle, difficile à cerner, des IWW dans cette grève générale qui fit trembler les Etats-Unis :

◆ La Grève générale de Winnipeg (1919): récit de cette grève générale au Canada, qui trouva un grand écho solidaire.

LES SUICIDES DE MILITAIRES AMÉRICAINS

Ce texte paru sur le World Socialist Web Site *
complète utilement l'article paru
sous le titre « Les Etats-Unis et "leurs" guerres »
dans le n° 136 (p. 40) d'Echanges.

ES CONDITIONS QU'AF-FRONTENT LES MILITAIRES et vétérans à leur retour d'Irak et d'Afghanistan

apparaissent comme rien moins qu'une crise sociale. Selon un rapport du Pentagone que s'est procuré Associated Press, le nombre des Américains membres actifs des forces armées qui se sont suicidés au premier semestre de 2012 est supérieur au nombre de suicides de militaires à la même période des onze années précédentes.

Ce rapport dévastateur révèle qu'un total de 154 soldats se sont suicidés dans les 155 premiers jours de 2012; le nombre de morts par suicide est 50 % plus élevé que le nombre de morts au combat pendant la même période en Afghanistan, et il représente une augmentation de 18 % du nombre des suicides de militaires en service actif par rapport aux six premiers mois de 2011.

Depuis 2001, début de la guerre en Afghanistan, on a dénombré un suicide toutes les 36 heures dans les forces armées américaines. En 2011, 19,5 % des morts en ser-

vice actif étaient des suicides (deuxième cause des décès). Pour la période 2005-2009, 1 100 militaires se sont suicidés.

Ces statistiques dérangeantes montrent l'hypocrisie inhumaine de la classe dominante et de leurs représentants politiques qui ont lancé les flammes de la guerre en Irak et en Afghanistan. Pour l'élite dominante, les soldats ne sont rien d'autre que des outils jetables qui ne méritent guère d'attention quand ils reviennent en lambeaux du champ de bataille.

Le major général Dana Pittard parlait au nom de la classe dominante quand il déclarait en janvier 2012 : « J'en suis arrivé à la conclusion que le suicide est un acte totalement égoïste. J'en ai particulièrement assez de ces soldats qui choisissent de prendre leur propre vie pour laisser aux autres le soin de nettoyer leur merde. Soyez des adultes, agissez en adultes et traitez vos problèmes de vie comme tout un chacun. » Pittard a retiré ces propos mais a refusé de s'excuser.

La profondeur de la misère et des traumatismes que les vétérans affrontent lors de leur retour accentuent la crise. Selon les département des anciens combattants,

^{*} http://wsws.org/articles/2012/jul2012/suic-j16.shtml



18 anciens combattants se suicident chaque jour : un toutes les 80 minutes. Selon le journal *Army Times*, 1 868 anciens combattants ont tenté de se suicider. au cours de l'année fiscale 2009.

Comme un journaliste du New York Times. Nick Kristat, le soulignait récemment, les statistiques montrent que pour chaque soldat tué au combat, 25 soldats se suicident. L'administration des anciens combattants (VA) annonce que la ligne d'appel téléphonique de secours a reçu 400 000 appels depuis sa création en 2007.

Selon un reportage du journal Chronicle of Higher Education, la moitié des anciens combattants étudiants dans l'université ont pensé se suicider et 20 % d'entre eux ont tenté de passer à l'acte. Près de la moitié d'entre eux montrent des symptômes de désordres post-traumatiques (PTSD) alors qu'un tiers souffrent d'anxiété profonde et un quart sombrent dans une sévère dépression.

De plus, in total de 936 000 soldats ont montré depuis 2000 au moins des troubles mentaux; et les anciens combattants âgés de 17 à 24 ans sont quatre fois plus touchés par le suicide que les non-combattants de leur tranche d'âge.

D'autres études ont tenté de jeter quelque lumière sur les causes de ces chiffres. Le Centre pour une nouvelle sécurité américaine a récemment indiqué dans un bref rapport que les causes des suicides étaient, selon lui, le climat, la dépendance à des prescriptions de drogues, des problèmes culturels et le manque de soins appropriés.

Pour le docteur David Rudd, cofondateur du Centre national des études sur les anciens combattants à l'université de l'Utah, le stress post-traumatique, l'exposition au combat et la consommation de drogues sont les causes principales de ces suicides.

Ces organismes et bien d'autres du même tonneau – qui veulent aider les psychologues militaires ou se faire attribuer les subsides des fonds de prévention – s'occupent effectivement des suicides mais, pour ne pas dire pire, à courte vue. Ils refusent de reconnaître les importantes difficultés économiques rencontrées par les anciens combattants au moment de leur retour au foyer. Le rapport VA montre que 76 000 anciens combattants dorment dans la rue et que le taux de chômage dans leurs rangs est bien plus élevé que la moyenne de l'ensemble de la population.

Plus important, ces groupes ne notent en aucune façon que la seule façon de prévenir les suicides de militaires serait de prévenir la guerre elle-même. Génération après génération, les jeunes de la classe ouvrière américaine ont été, soit contraints à être militaires soit poussés à se porter volontaires par de multiples pressions économiques et sociales.

Alors que nombre de ces soldats sont envoyés à la mort pour soutenir la classe capitaliste américaine, il est particulièrement révélateur que même ceux qui sont assez chanceux pour revenir des combats doivent encore lutter à la maison pour leur bienêtre matériel et moral. Pour un grand nombre d'entre eux, c'est trop lourd à supporter.

DANS LES PUBLICATIONS / MONDE

Echec occidental au Mali

 « La crise au Mali ou l'échec du modèle démocratique occidental », dans le n° 222 (été 2012) de Courant alternatif: « Dans ce contexte où nos médias sont obnubilés par le spectacle du "terrorisme islamique" fon nous parle par exemple des violencas de la secte Boko Haram au Nigeria. mais pas de la grève générale contre la hausse du prix des carburants, souligne en note l'auteur de l'article] et par l'"application de la charia". la situation dramatique des populations du Nord Mali sur le plan alimentaire ou encore l'afflux de réfugiés à l'intérieur du pays comme dans les pays voisins [200 000 personnes déplacées depuis le début du conflit] risque de s'aggraver tout en suscitant beaucoup moins d'intérêt »

Grèves en Chine

◆ Les grèves n'ont pas cessé en Chine au cours de l'année 2011 pour de meilleures conditions de travail, une meilleure paye, une vie meilleure enfin, selon un article, « C'était l'année du lièvre. Conflits du travail et mouvement social



en Chine », paru dans la revue allemande Wildcat n° 92 (printemps 2012). Entre revendications des travailleurs migrants, intérieurs, et recherche d'apaisement de la part des patrons et des politiciens, l'équation est difficile à résoudre : le pouvoir cède peu à peu et tolère l'installation en

ville de ces travailleurs venus des campagnes malaré un système de contrôle du lieu de résidence (hukou) datant de Mao, mais ne peut ouvertement favoriser la libre circulation des ouvriers par crainte de vastes transformations de la société : l'inflation. l'urbanisation croissante, l'aspiration des migrants à délaisser les champs au profit de l'usine. etc. font pression sur les emploveurs et le Parti communiste chinois qui aspirent à conserver les bonnes vieilles conditions d'exploitation de la main-d'œuvre. Toutefois. selon l'auteur de cet article. citant un texte de Hung Hofung. South China's Protests Are Not as Subversive as Many Think du 24 ianvier 2012, consultable sur le site

Canada

...etc.

◆ La grève étudiante québécoise générale et illimitée : quelques limites en perspective
Ce texte, signé « Des casseroles en ébullition », est paru à Montréal en juin, et a été repris sur de nombreux sites Internet :
http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1215
http://rebellyon.info/La-greve-etudiante-quebecoise.html
http://claudeguilion.internetdown.org/article.php3?id_article=355
http://dndf.org/?p=11532

Internet: http://www.cupblog.org/?p=5224, il serait erroné de déduire de ces luttes qu'ell 3 déboucheront nécessairement sur un bouleversement radical en Chine.

La Chine et la crise

◆ CounterPunch, une publication américaine en anglais "hors limite". Aussi éditrice d'ouvrages divers. Un des derniers textes, « China Embraces Ponzi-Bonds », de M. Whitney, explique comment le gouvernement chinois suit la voie financière qui a conduit le capital occidental à la crise de 2008. Par courriel, 35 dollars par an.

Victoire ouvrière provisoire en Inde

◆ La grève à Maruti Suzuki, filiale de l'entreprise automobile japonaise Suzuki située à Manesar en Inde (voir Echanges n° 139, p. 33), s'est achevée sur une victoire temporaire des travailleurs d'après un article de la revue allemande Wildcat n° 92 (printemps 2012), « Inde : promesses de versements financiers, plus d'argent et moins de travail -Les résultats de la lutte à Maruti Suzuki ». Les dirigeants syndicaux se sont vu promettre des sommes comprises entre 25 000 et 62 000 euros chacun ainsi que des facilités pour l'action syndicale à l'intérieur de l'usine; les ouvriers une augmentation de salaires et une baisse des cadences de travail, etc. (voir Dans le monde une classe en lutte de mai 2012). L'expérience a donné des idées dans d'autres entreprises automobiles du pays.

Plus d'informations sur le site: www.gurgaonworkersnews.wordpress.com (en anglais).

◆ Sur les luttes en Inde : GurgaonWorkersNews -Newsletter 48 (march 2012) (en anglais)

Emeute au Kazakhstan

◆ Un article, « Le printemps dans la steppe - Emeute dans la ville pétrolière de Zhanaozen », dans la revue allemande Wildcat n° 92 (printemps 2012) analyse les émeutes qui ont secoué le Kazakhstan à partir de mai jusqu'à l'automne 2011. Cet article, issu de discussions avec des travailleurs écossais du pétrole présents au Kazakhstan au moment des faits, recoupe en partie les informations que nous donnions dans le n° 139 d'Echanges. Il y ajoute la fraîcheur et la riqueur de témoins ainsi qu'une chronologie des événements de mai à septembre 2011.

Anticapitalisme en Egypte

◆ Un article de la revue allemande Wildcat nº 92 (printemps 2012), « Egypte : un pas après l'autre », tente de rapporter la victoire des islamistes aux élections législatives à l'opposition entre travailleurs en lutte et groupes révolutionnaires. Selon son auteur, « la conception même d'un développement capitaliste perd de son attrait. Les mouvements contre l'implantation d'usines bénéficient d'un vaste soutien malgré le fort chômage et la misère matérielle : les gens savent que seules leur resteront les déchets des industries chimiques et nucléaires, » Deux comptes rendus de lecture viennent compléter la réflexion sur la situation égyptienne et plus largement en Afrique du Nord : Samer S. Shahata, Shop Floor Culture and Politics in Egypt (The Americain University in Cairo Press, 2010); et Bernhard Schmid, Die arabische Revolution ? Soziale Elemente und Ju-

gendprotest in den nordafri-

kanischen Revolten (éd. as-

semblage, 2011).

Travallleurs migrants dans les pays du Golfe

◆ Hormis le Bahrein dont la presse a beaucoup parlé avant que le Conseil de coopération du Golfe ne mette fin aux troubles dans ce pays, on pourrait penser que les pays du Golfe n'ont pas été affectés par la contestation qui a secoué plusieurs pays arabes d'Afrique du Nord. Il serait pourtant erroné de croire que ces pays ne connaissent pas de conflits, selon la revue allemande Wildcat nº 92 (printemps 2012), qui relate les luttes des travailleurs migrants, nombreux dans cette région du monde, dans un

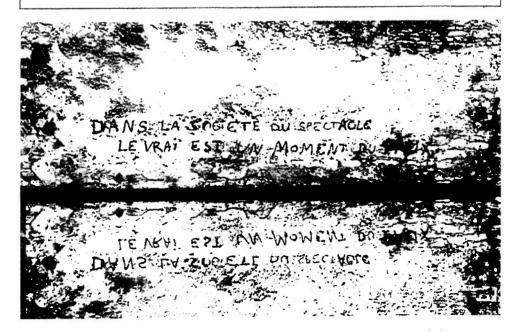
article intitulé « Migrants et migrantes dans le Golfe, les plus grosses luttes dans l'histoire » et y voit la naissance d'un mouvement de classe susceptible d'abolir la séparation entre autochtones et migrants.

Fausse image et théorie du complot en Syrie

◆ Le n° 391 (juillet 2012) de CNT, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, se demande dans un article, « Qui est derrière le massacre de Houla en Syrie? » Le 25 mai dernier, une photo répandue par les médias partout dans le monde montrait une ran-

gée de victimes dans le village de Houla, près de Homs, un massacre dont l'opposition syrienne accusait l'armée loyaliste. Peu après sa diffusion, le photographe italien Marco di Lauro révélait qu'il était l'auteur de cette photo... prise en mars 2003 en Irak.

Qui niera qu'à notre époque de falsification généralisée, le vrai est un moment du faux et que là où le faux paraît vraisemblable le vrai n'est plus qu'une hypothèse? Que le rapport des humains au monde passe souvent par une image choisie par quelque inconnu? Qu'enfin il n'est plus possible de croire rien de ce qui



n'est pas connu par soimême et directement ? C'est ce que disent en filigrane les auteurs de l'article cité. Mais là où on attendait une analyse rigoureuse de cette dérive de nos sociétés capitalistes, le collectif éditorial de CNT cède aux sirènes du complot fomenté par l'étranger et affirme : « Face au mensonge comme justificatif à la viclence, tout de même que lors de la seconde invasion en Irak, nous ne pouvons garder le silence. Aujourd'hui comme hier : non à la guerre. »

Un Autricien en Libve

♦ Louanges d'un ouvrage dirigé par le secrétaire général de la Société pour les relations austro-arabes (Gesellschaft für Österreichisch-Arabische Beziehungen), Edlinger Fritz, dans la revue allemande Wildcat n° 92 (printemps 2012): « Libyen: Hintergründe, Analysen, Berichte » (Libye: arrière-pensées, analyses et comptes rendus), éditions Promedia-Verlag, Vienne (15,90 €).

Colombie

◆ « L'or, l'argent et le plomb, les veines ouvertes de la Colombie », reportage dans CQFD n° 101 (juin 2012).

Squats suisses

◆ Le journal suisse *T'okup* (juin 2012) traite du « squat de Coppet », écrit sur « l'Etat assassine et criminalise la solidarité et contient différents appels pour des manifestations diverses. C/o, infokiosk, Espace autogéré, avenue César-Roux 30, CH 1005 Lausanne.



26- ÉCHANGES 141 - ÉTÉ 2012

DANS LES PUBLICATIONS / SCIENCE ET ÉCOLOGIE

Travailleurs et écolos

♦ « Mineurs, écologie, 15M » dans le n° 391 (juillet 2012) de CNT, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, expose les contradictions entre travailleurs et revendications écologistes, les rencontres et les incompréhensions entre le mouvement des mineurs en Espagne contre la fermeture des puits et les participants au 15M, avocats d'un monde moins pollué.

Les « calamités » des énergies alternatives

◆ Le Soleil en face. Rapport sur les calamités de l'industrie solaire et des prétendues énergies alternatives, de Frédéric Gaillard & Pièces et main d'œuvre (Editions L'Echappée, 2012) contact.pmo@free.fr

PVC

♦ Le Cancer de l'industrie-Syndicalisme et chimiothérapie. Extrait : « Pour Votre Cancer : le PVC est partout : dans la construction (canalisations, huisseries, revêtements de sols, décoration), l'automobile, les accessoires médicaux, les emballages, les produits de

consommation (iouets, vêtements, cartes de crédit). Depuis le début de sa fabrication industrielle dans les années 1930 par Union Carbide (souvenez-vous, Bhopal 1984), sa production ne cesse de croître, jusqu'à 30 millions de tonnes par an aujourd'hui. Ce qui signifie que l'on consomme toujours plus - de bagnoles, de fenêtres en plastique, de jeux en plastique, de bouffe industrielle sous plastique. etc. Comme le dit la CGT : « Il faut augmenter les salaires, les pensions, les minima sociaux pour accroître le pouvoir d'achat et la consommation des ménages, principal moteur de l'activité économique. » C'est-à-dire poursuivre la fuite en avant mortifère qui détruit les ressources naturelles, le climat, le vivant, notre santé physique et mentale - ce que le parti industriel nomme « croissance ». Il v va des



530 000 emplois et 72 milliards d'euros de chiffre d'affaires du PVC (notamment d'Arkema) en Europe et rares sont ceux qui osent penser que ces emplois-là devraient être supprimés. Non pas délocalisés, mais supprimés. » http://www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/Le_cancer_de_l_industrie.pdf

Santé!

♦ " Quand le citoyen se réapproprie sa santé », à propos de solutions basées sur des technologiques numériques, dans La Gazette des sociétés et des techniques, n° 67 (mai 2012). Une étude triomphaliste sur l'irruption, via le privé, des soins individuels, présenté scomme la « solution » au déficit de la Sécurité sociale, mais en fait une reconquête par le privé du secteur de la médecine généraliste.

Signature numérique

♦ « La signature numérique : quand les pauvres innovent avant les riches ». La signature numérique ne permettrait pas seulement la protection des données individuelles informatisées, selon un article enthousiaste

NUCLÉAIRE

Fukushima

♦ Une analyse critique de l'état de la centrale atomique de Fukushima Dalichi qui révèle que de fortes radiations sont encore lâchées. Plus important, le réacteur 4 peut évoluer vers une explosion catastrophique et reste toujours sous la menace d'un séisme et d'un tsunami. Sur les sites http://www.naturalnews.com/035731_Fukushima_radiation_America.html

http://www.naturalnews.com/035950_Fukushima_nuclear_war_disaster.html

Etat Geiger

♦ Pas de Sushi, l'Etat geiger, n° 3 (juin), revue anarchiste antinucléaire (Caen) : « Du nucléaire au TAV, un seul monde à abattre », et plus sur Fukushima. Courriel : pasdesushi@volla.fr

Tchernobyl

◆ Tchernobyl, une catastrophe. Quelques éléments pour un bilan, de Bella et Roger Belbéoch, éd. La lenteur (127 rue Amelot, 75011 Paris).

Déchets

♦ « Près de 250 000 tonnes d'ordures radioactives pour 10 ou 100 000 ans. Leur volume, leur létalité et leur péril croissent chaque jour. Il faudrait au moins alerter nos éventuels descendants de l'effroyable héritage qui leur est légué sans possibilité de refus. Impossible aussi » écrit Marion Lantoine dans L'Indicible Eternité de la mort nucléaire. http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page =resume&id_article=369

Nuisances

♦ Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer : réédition par les Schizoïdes associés en brochure téléchargeable (http://infokiosques.net) d'un texte de L'Encyclopédie des nuisances de 1990. Courriel : schizodiffusion@no-log.org

face à cette technologie de La Gazette de la société et des techniques n° 65 (ianvier 2012), mais améliorerait aussi la productivité (par exemple en accélérant les processus de commande). La France a tenté de mettre en place une « administration électronique » (ADELE). dont subsiste la déclaration des revenus sur Internet. L'auteur regrette que « la population redoute que l'administration ait un accès centralisé à toutes les démarches effectuées par les citovens, surtout si la signature numérique est couplée à des moyens de biométrie. Rien de tel en Inde, se réjouit la Gazette, où la gouvernement distribue à grande échelle (« malgré craintes sur la protection des données personnelles ». souligne l'article) une carte à puce contenant un numéro d'identification unique et qui servira à la fois de carte bancaire, de carte d'identité, de carte de vote et de permis de conduire... Au Portugal aussi, un seul morceau de plastique permet de gérer la carte d'identité, les impôts, le vote, la sécurité sociale.

Exploration du cerveau...

◆ Une lecture critique par Pièces et main-d'œuvre du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques sur '.'Impact et les Enjeux des nouvelles technologies d'exploration et de thérapie du cerveau. http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page= resume&id_article=361

Citation du rapport : « Les avancées en neuroimagerie, particulièrement grâce à l'IRM fonctionnelle. font émerger la capacité sans précédent de corréler l'activité du cerveau avec les états psychologiques (de nombreux travaux ont été menés sur le mensonge), les grands traits de la personnalité (incluant l'extraversion, le pessimisme, la capacité à l'empathie, l'obstination, voire les attitudes racistes inconscientes, la prédisposition au crime violent...) et certains désirs (préférences sexuelles ou pour certains objets, exploitées en neuromarketing).

Les travaux visant à améliorer la compréhension du comportement criminel font envisager d'autres interprétations de la notion de responsabilité individuelle qui, dès lors, ne dépendrait pas exclusivement du librearbitre. »

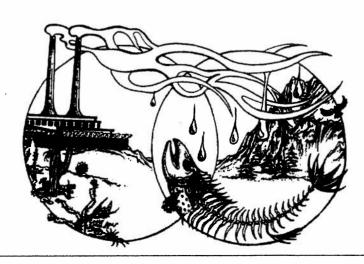
Capitalisme vert

♦ Notes sur l'écologisme d'Etat et le capitalisme vert. Le Grenelle et son environement, texte du Collectif contre la société nucléaire (cc/o CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil Cedex), réédité en brochure par Hobolo hobolo@no-log.org-

Urbanisme

- ♦ « Urbaniser » pour dépolitiser. La rhétorique du spatialisme et du localisme, Nous avons reçu sous forme de brochure sans référence, sans date et sans adresse ce texte de Jean-Pierre Garnier trouvable sur de nombreux sites Internet.
- ◆ Un rappel historique: Les Boycotts verts en Australie (1971-1974): ou comment les travailleurs du bâtiment, main dans la main avec des comités d'habitants, limitèrent les restructurations urbaines capitalistes dans la région de Sydney;

Texte mis en ligne par le Collectif anarchiste de traduction et de scannerisation (CATS) de Caen, librement téléchargable http://ablogm.com/cats/



Car et cravate

D'un camarade de la Lozère (15 avril 2012) :

« ... Je t'avais parlé de mon projet de me faire licencier : la difficulté résidait dans le fait que "ma" hiérarchie était prête à avaler des couleuvres, faute de candidats pour me remplacer.

Les affronts mineurs ne donnant rien j'ai saisi l'occasion de l'introduction – sous pression de la Région (cf mon tract ciaprès) de l'obligation du port de la cravate pour déclencher des hostilités de grande envergure : arrêt maladie « psychiatrique » plus tract (où, pour les besoins de la cause, j'ai cultivé un côté farfelu – la référence à Fernandel!) Le tract a eu du succès auprès des collègues chauffeurs – mais sans manifestations ostensibles – et chez les cheminots. Ouf, ça faisait cinq ans et demi que je n'avais pas eu plusieurs semaines libres devant moi... »

Le tract mentionné ci-dessus :

La Vache et le Cadre(*)

« "Quelle est la différence entre une cravate et une queue de vache? Aucune, les deux cachent le trou du cul."

» Les Régions ont maintenant la tutelle complète des lignes TER (initialement Train Express Régional) rail et route assumées soit par la SNCF, soit par des entreprises d'autocars privées. Pour ce qui est de la Région Languedoc-Roussillon, un cadre administratif, un certain F. (mais sans

humour, on ne pourrait pas en attendre une galéjade à la Fernandel), fait pression sur les entreprises autocar, moyennant cahier des charges renforcé et pénalités financières en cas de manquement, afin que les chauffeurs portent obligatoirement la cravate (1).

» La cravate! Voilà le signe supposé de la qualité du service, et non pas la courtoisie avec les usagers, qu'il faudrait pouvoir apprécier sur la durée, mais cet uniforme de la soi-disant civilité, que les contrôleurs appointés par la Région peuvent vérifier d'un coup d'œil! - alors même que les décideurs et médiatiques se la jouent, et s'exhibent, de plus en plus décontract', en tenue "libre", c'est à des salariés du bas de l'échelle de revêtir le costume de leur ennemi; et qu'ainsi tous déguisés, se ressemblent, clones obéissants. C'est dans l'air du temps : les pauvres en avaient trop pris à leur aise, il faut les remettre dans le droit chemin!

» Les entreprises de transport autocar seront ainsi jugées, en vue de la réattribution concurrentielle ultérieure des marchés, en fonction de leur capacité disciplinaire vis-à-vis des chauffeurs. Et que cache d'ailleurs cette apparence, ce standing de la cravate, cet air de jouer au « Monsieur »? Les sinistres coulisses du salariat : flexibilité, salaires et horaires compris, l'abaissement de plus en plus organisé à mendier

^(*) A ne pas confondre avec La Vache et le Prisonnier, film d'Henri Verneuil avec Fernandel (1959)

⁽¹⁾ Le même, ou un autre du même acabit, il y a deux ans n'avait rien trouvé de mieux, « pour améliorer le service » sans doute, que de supprimer l'arrêt centre-ville de Langogne, ne laissant subsister que l'arrêt de la gare distant d'un petit kilomètre : excellent pour les personnes âgées sous la pluie!

DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE

Dans le numéro de mai 2012 de ce bulletin, nous avons, en raison de certaines critiques, demandé aux réceptionnaires tant des envois individuels que collectifs ce qu'ils pensaient de cette publication, de son contenu et de sa forme. Bien peu ont répondu, mais ces quelques lettres correspondent à peu près à ce que d'autres ont également formulé par courriel ou par poste :

- « ...voici mon avis :
- intérêt : sûr, beaucoup. Pour être informé de ce qui se passe ailleurs, n'ayant pas ou peu d'autres sources ;
- contenu et forme : de toute façon, le contenu évolue en fonction du climat mondial.
 D'une manière générale, je reste très attaché au format papier qui peut être lu partout, avec tout le monde, circuler...Je vais très peu sur internet » (Zeric).
- ◆ « ...Je suis l'un des correspondants/distributeurs de *DLM* ici, à Aubagne. Je tiens à continuer, la newsletter est appréciée, par moi en premier ... »
- ♦ « ...Je me permets de répondre à votre question qui figure sur votre bulletin du mois de mai quant à l'utilité du bulletin. Lecteur régulier depuis le milieu des années 1990 de *DLM*, je le considère comme un outil précieux dans la lutte que nous menons contre le capitalisme. J'apprécie le ton que vous employez, ainsi que la plupart du temps vos analyses sur les formes multiples que revêt la lutte de classe de part le monde. A l'heure d'Internet je pense que vous devriez, en plus du bulletin, construire un blog / site qui permettrait de rester plus réactif à la lutte de classe internationale. Vous devez connaître le blog Solidarité Ouvrière (je fais partie des contributeurs, sans être membre d'ICO [Initiative communiste ouvrière, rien à voir avec Informations et correspondance ouvrières ancêtre d'Echanges] qui jette en vrac toutes sortes d'infos sur le combat ouvrier de par le monde. C'est très utile et pour beaucoup de militants c'est une aide que d'avoir un site qui regroupe toutes sortes d'infos. Je pense qu'un site/blog qui reprendrait des éléments de la lutte de classe en les analysant comme dans le bulletin papier, serait un complément au blog Solidarité Ouvrière.... ».

[Rappelons que DLM est mis en ligne à parution sur le site mondialisme.org, et que notre camarade G. B. pilote le blog http://spartacus1918.canalblog.com/ pour lequel toute contribution allant dans le sens de la lutte de classe est bienvenue.]

◆ D'un camarade de la Lozère (1° février 2012) : « ...Du côté des suggestions : créer une discussion sur l'émergence et le poids historique pris par le capital créancier dans la configuration capitaliste moderne : ce dont il est le symptôme, les coups de feu et les perspectives d'une société (la Grèce par exemple) de se réorganiser en dehors des flux monétaires. »

des heures de travail, l'incertitude du lendemain, du fait d'une économie folle.

» Ce M.F. de la région Languedoc-Roussillon, serait-il, au moins, original avec ce qu'on pourrait prendre pour une lubie d'homme de pouvoir? Pas le moins du monde: c'est partout pareil, les manageurs passent la consigne, le gri-gri du fantasme d'excellence; c'est qu'entre les Régions aussi, il y a concurrence au point d'être obsédés par leur image de marque, logo et compagnie, de nature à pouvoir attirer investisseurs et cadres de haut-vol, le tout labellisé par les normes européennes "ISOmachin-chose".

» L'organisation capitaliste de la vie en société expose ces temps-ci son échec absolu : écologique, social, économique. Loin de devoir en rabattre dans ses prétentions, elle accroît la pression, en excitant la compétition : la guerre de tous contre tous semble la seule solution pour saisir au vol ces flux monétaires volatiles. Et que le besoin d'argent, la peur de perdre son boulot, puisse imposer de se taire. Contre cette dérive suicidaire, il va falloir tenter la liberté! »

En Lozère, mars 2012.

Un « sans-cravate » V. chauffeur autocar sanctionné pour refus du port de la cravate.

Recomposition proiétarienne

D'un courriel d'Insurgent Notes (Etats-Unis) du 4 mai 2012 :

«... GARAP, Groupe d'Action pour la Recomposition de l'Autonomie Prolétarienne, basé à Paris mais avec quelques membres en France. Fondé récemment, cette petite formation et ses perspectives révolutionnaires sont à l'origine inspirés par un marxisme antiautoritaire et anti-Etat. Ses membres sont des ouvriers, des employés et des chômeurs ainsi que des étudiants. Le groupe croit que la lutte du prolétariat en France est encadrée par les partis de gauche et ultra-gauche (pour les premiers, les staliniens et les sociaux-démocrates, pour les seconds les trotskystes) ces derniers étant bien placés

dans les institutions et spécialement à tous les niveaux des principales fédérations syndicales. Seulement les luttes qui s'affrontent à ces forces d'encadrement ont le potentiel d'affronter effectivement le capital.

Quoique les spécificités du paysage politique soient quelque peu différents entre la France et les Etats-Unis, le challenge fondamental et les opportunités pour des politiques révolutionnaires sont tout à fait similaires et nous pensons que ces camarades français se placent dans de bonnes perspectives d'un mouvement anticapitaliste dans ce pays »

Grèves sauvages des années 1970

Un appel d'un camarade d'Alsace:

« ... Je suis en discussion avec de jeunes camarades "belges" intéressés par les luttes passées en Belgique, fin années 60, début 70, en particulier, ce qui touche les grèves sauvages, l'Ora (Organisation révolutionnaire anarchiste) etc. Dans ICO j'ai trouvé peu de matière.

Pour aller plus avant dans ce travail, il faudrait mettre la main sur des journaux comme Liaisons ou d'autres comme le Journal de la Lutte de classe. Leur souci de mémoire est important; je ne peux que les encourager tout en les accompagnant dans cette démarche. Moi-même du coup me revisite pour mieux cerner les phases par lesquelles je suis passé, ce que j'ai été, suis, deviens. Toujours se remettre en question et ne rien balancer aux orties...»

[Nous n'avons pu satisfaire qu'en partie la demande d'archives de ces camarades ; tout lecteur d'Echanges qui détiendrait des matériaux sur ce sujet peut répondre par notre intermédiaire, avant un contact direct.]

RÉFLEXIONS SUR LE CONTENU ET LES MÉTHODES DE LUTTE SOUS LA PRÉSENTE

DOMINATION CAPITALISTE

E TEXTE qui suit, comme ce titre l'indique, n'est pas l'affirmation d'une théorie mais une tentative de comprendre les luttes des années récentes, de les situer dans un processus global d'émancipation et

d'amener un débat qui permette précisément de préciser cette réflexion sur leurs méthodes et leur contenu.

Contenu et méthodes sont étroitement liés dans un rapport dialectique bien qu'ils soient, dans les débats théoriques, ou bien séparés, ou bien totalement identifiés l'un à l'autre, comme un seul mouvement d'émancipation.

Ce qui est proposé ici n'est pas d'entrer dans de tels débats, mais de tenter de voir comment les récents mouvements, qui nous ont tous frappé par leurs caractéristiques relativement nouvelles, peuvent se relier à tous les courants d'émancipation antérieurs et/ou présentent quelque chose dans la même direction que ces anciens mouvemnts, avec des traits entièrement nouveaux quant à leur forme et quant à leur contenu.

Comment caractériser ces mouvements qui au cours des deux ou trois dernières années (les années d'une crise profonde du capital, il faut le souligner) ont tenu la place principale dans ce qu'on pourrait appeler des mouvements de lutte contre le système considérés dans leur cadre national.

Bien que se réclamant de noms différents (souvent attribués par les médias mais revendiqués ensuite comme une identité commune), ces mouvements présentent des caractéristiques communes;

◆ un contenu de classe difficile à définir malgré leur ampleur en nombre et leur durée temporelle, d'autant plus que dans la plupart des cas ils ne furent pas accompagnés de luttes spécifiques de travailleurs, même lorsque certains cherchèrent à lier ou à se lier, individuellement ou collectivement, à de tels mouvements. Par contre, des mouvements antérieurs très divers, mouvements de protestation ciblés et limités, ont pu ainsi se retrouver agir dans un mouvement commun dépassant leur particularisme;

- ♦ leur surgissement le plus souvent à partir d'un événement ponctuel qui semble n'avoir été que l'étincelle ayant fait exploser un mélange de mécontentements divers de fractions hétérogènes de la population ;
- ♦ l'occupation permanente en masse d'un lieu public central ou la répétition quotidienne de manifestations, mais d'une manière pacifique, sans la recherche initiale d'un affrontement violent, direct avec le pouvoir en place. On peut rapprocher ces occupations des occupations d'usine au cours de grève, mais elles en diffèrent en ce qu'elles ne sont pas limitées quant au lieu et quant aux participants et encore moins quant aux revendications;
- ◆ leur internationalisme qui, sans aucune propagande, mais simplement par leur connaissance médiatique, a entraîné une sorte de revendication commune d'appartenance;
- ◆ un refus d'une hiérarchie quelconque, un rejet des groupes politiques organisés et une recherche de méthodes voire de techniques de communication autorisant tant les expression individuelles que les prises de décisions collectives ;
- ◆ une utilisation des moyens modernes de communication qui ont largement favorisé leur naissance et leur développement, sans que l'on puisse dire qu'ils jouèrent un rôle essentiel mais dont on peut aussi souligner la fragilité vu la puissance répressive des Etats;
 - ◆ de revendications très vagues cherchant

avec des mots peu précis ou même parfois quelque peu démodés autorisant toutes les critiques comme toutes les manipulations et toutes les formes de répression.

Leurs communes revendications, qui pouvaient se différencier selon le pays concerné, permettent de souligner leur caractère politique détaché de toute revendication matérielle ou organisationnelle spécifique. Concept bien résumé dans cette déclaration d'un « indigné » : « Elaborer des revendications qui peuvent être satisfaites confère nécessairement une légitimité à ceux qui ont le pouvoir de satisfaire ces revendications » ;

- ♦ leur caractère éphémère dû pas tant à la répression violente du système (bien que celle-ci ait parfois joué un rôle, en ayant fait passer du caractère pacifique passif d'origine à des actions plus directes, violentes, mais sans prendre une autre forme que défensive, et rarement d'attaque offensive contre les organismes de pouvoir) mais plutôt dû à une sorte d'essoufflement, faute d'une dynamique nationale et/ou internationale;
- ♦ bien qu'il soit difficile de voir ce qui subsiste de ces mouvements après leur dispersion, consécutive à la répression ou à leur stagnation, on peut penser, d'après quelques exemples, que certaines formes d'action précises subsistent vers la société civile ou les luttes d'entreprises. Tentatives qui peuvent se présenter plus comme des actions minoritaires « d'avant-garde » que comme le développement du même mouvement sous d'autres formes ;
- ◆ une chose qui n'a pas été médiatisée, bien qu'avec une telle foule sur des grandes places dans une période plus ou moins longue, les participants ont dû répondre nécessairement à une foule de questions pratiques sur des problèmes très matériels

(nourriture, cuisine, hygiène, etc.). On peut espérer que la réponse collective fut donnée d'une manière qui correspondait aux visions d'une nouvelle organisation sociale globale. Mais nous n'avons rien trouvé permettant de répondre à cette intéressante question;

♦ d'une manière générale, ces mouvements ont marqué une rupture avec les concepts/pratiques qui, sous des formes diverses, dominaient la théorie et les projets révolutionnaires (même si peu sont disposés à l'admettre), qui pouvaient être résumés schématiquement par la sortie du régime capitaliste par une action violente dans un affrontement direct avec les pouvoirs de domination.

0

n peut s'interroger sur l'existence d'un sentiment diffus conduisant à penser que les voies antérieures vers la révolution sont précisément fermées par l'évolution du

capital lui-même :

- ♦ le capital disposant d'un tel réseau mondial de production de composants permettant d'endiguer tout conflit dans le secteur économique qui ne pourrait suivre le schéma classique d'une extension par son internationalisation;
- ♦ la transformation des méthodes d'exploitation du travail tendant de plus en plus à isoler le travailleur dans son individualité et excluant toute possibilité d'action collective sur le lieu de travail : toute résistance au poids de la sujétion sociale ne peut trouver de champ d'action que dans des rassemblements globaux sur des lieux publics comme peut en témoigner le succès

de maintes manifestations collectives sur quelque sujet que ce soit;

- ◆ corrélativement, le capital disposant désormais de moyens technologiques de répression si sophistiqués qu'aucun mouvement de lutte ouverte, si puissant soitil, ne pourrait jamais disposer d'un potentiel suffisant pour vaincre (ce qui pouvait paraître le cas il y a une centaine d'années où il semblait suffisant de « prendre les armes », les mêmes que celles de l'adversaire);
- ♦ finalement et peut-être encore plus important que tous les combats de classe, le sentiment diffus que les destructions planétaires de l'expansion mondiale du capital ont atteint un point d'irréversibilité, sentiment rendu plus évident par l'incapacité du capital de changer quoi que ce soit à cette marche vers l'abîme. Ce qui amène un transfert des résistances, en les intégrant les luttes de classe limitées vers les luttes de la population globale.

Les mouvements que nous avons décrits doivent être replacés dans un contexte historique : au cours des cinquante dernières années, on peut relever de tels mouvements, sous des formes identiques - essentiellement l'occupation permanente d'un espace public. Mais ils ne connurent ni cette fréquence ni cette internationalisation et, même s'ils ne furent pas ignorés. ils restèrent mesurés à l'aune des critères traditionnels de la révolution résultant d'un affrontement avec le capital. On retrouve d'ailleurs encore aujourd'hui, alors que de tels mouvements se sont multipliés, un certain mélange des deux conceptions (bien que ce nouveau mouvement ne procède pas d'un concept antérieur).

Pour restituer historiquement ce qui se

multiplie aujourd'hui, il suffit de retrouver des événements comme ceux de Corée du Nord, du Mexique, de la Chine de Tiananmen, de Mai 68 en France, d'Argentine, etc.

Leur espacement dans le temps n'en avait fait jusqu'à présent que des événements particuliers, quelles qu'aient été leur dimension et leur répercussion mondiale. Jusqu'à aujourd'hui, les luttes dans le secteur productif restaient considérés comme la base première de toute transformation sociale globale. Le mouvement dont nous parlons n'éli nine nullement le mouvement de classe: au contraire, il l'intègre, même s'il peut paraître aujourd'hui comme un mouvement distinct séparé des autres mouvements de lutte ou de révolte.

On pourrait aussi examiner ce mouvement d'une manière beaucoup plus générale en relation avec l'histoire de l'humanité elle-même. Le développement du capitalisme, son expansion démesurée telle que nous la voyons aujourd'hui (ce qui a pris cinq à six siècles), ne correspondraitil pas à une sorte de loi biologique : ce système correspondrait à un stade dans le développement de l'humanité?

Toute espèce vivante prolifère dans des conditions favorables à cette expansion, jusqu'au point où il détruit les conditions premières favorables à cette expansion. L'espèce humaine étant une espèce « pensante » (du moins on peut le supposer) on peut considérer que, parvenue à un tel stade de destruction de ses bases de développement, une autre forme de société est en train de naître et que ces manifestations « informelles » en seraient les prémisses.

Mais, comme le disait Marx à propos de la lutte d'émancipation : l'heure du capitalisme a sonné – mais à ses yeux cette heure couvrait toute une période historique.

H.S.



QUELQUES REMARQUES SUR LE SABOTAGE ET LE REFUS DU TRAVAIL

e sabotage n'est pas un fait idéologique correspondant à une « prise de conscience », mais un fait social, conséquence inéluctable de la nature même du travail dans le système capitaliste. Tout travailleur, à partir du moment où i' entre dans l'entreprise (et même avant d'une certaine façon), quelle que soit son opinion et/ou son intérêt pour son travail, va « saboter », c'est-à-dire ne va pas donner exactement ce que le système attend de lui à tout moment. A un moment ou à un autre, ses propres impératifs de vie vont entrer en conflit avec l'objet impersonnel (mais intelligent) que l'on voudrait faire de lui.

L'exploitation du travail consiste, pour le travailleur quel qu'il soit, dans le respect d'un ensemble de règles techniques imposées par l'employeur pour qu'un fonctionnement optimum de la « machine humaine », dont il achète la marchandise « force de tra /ail », lui garantisse l'extraction maximum de la plus-value.

L'obéissance, le respect de ces règles, ne sont pas quelque chose d'absolu : la meilleure preuve en est que leur respect intégral et formel, « à la lettre », est une forme de lutte : la grève du zèle, qui paralyse totalement l'appareil de gestion et de production quel qu'il soit.

Le non-respect absolu de la règle a un double aspect :

- d'un côté il suppose une « participation », un certain niveau d'initiative (même dans le travail le plus parcellisé), même si cette « capacité d'initiative » n'est pas reconnue ou même niée, initiative qui consiste à résoudre soi-même une foule de « petits problèmes » qui se posent inévitablement y compris avec les machines les plus perfectionnées et les systèmes les plus automatisés ;

- d'un autre côté, cette « participation » conduit le travailleur, consciemment ou non, à la connaissance d'une situation qui lui accorde un pouvoir dans le processus de travail, une connaissance que l'on tend à minimiser ou à nier et dont parfois il ne se rend pas compte tout la mettant en pratique.

Dans l'ensemble de ce processus de gestion/production, où se situe le sabotage ?

On peut laisser de côté le débat idéolo-

gique qui voudrait absolument voir dans le sabotage un « acte conscient » dérivant d'une « conscience de classe » ou celui qui y mêlerait des considérations « antitechnologiques », etc. Mais même en dehors de tels débats, beaucoup voient dans le sabotage ou bien la destruction de biens matériels (machines et/ou marchandises) et/ou toute pratique matérielle (pas forcément de destruction) qui interrompt le processus de production.

Ces pratiques peuvent même aller, dans leurs conséquences, au-delà de ce processus lui-même. Par exemple, dans un ouvrage récent sur les « résistances au travail » (1), un auteur cite l'exemple de véhicules Ford (des 4 x 4) ayant eu une série d'accidents causant la mort d'une centaine de personnes. L'enquête conclut à une série de sabotages dans la fabrication des pneus Firestone (cette entreprise dut rappeler 6,5 millions de pneus). De tels exemples abondent, soit individuels soit collectifs. J'en citerai un autre qui n'impliquait pas de « sabotage » au sens de destruction ou de malfaçon : aux Etats-Unis, sur une chaîne de montage de l'automobile, les travailleurs prirent l'habitude de placer dans le vide des portières une simple canette vide ; la voiture en roulant faisait un bruit insolite, qui fit rappeler inutilement des milliers de véhicules qui ne révélèrent rien avant que, par hasard, la véritable raison fut découverte sans que quiconque puisse être incriminé.

Il ne fait aucun doute que le sabotage au sens étroit de procédés interrompant, ralentissant la production ou atteignant le produit lui-même peut être interprété comme un acte « conscient » de lutte de classe. Il faudrait en élargir le champ hors production car le sabotage peut aussi concerner des secteurs où il n'y a aucune production de biens matériels. Ces actes peuvent être liés à une revendication précise (relayant une grève, l'accompagnant ou prenant une certaine forme de grève) ou se situer plus à un niveau collectif limité voire individuel comme mesure de rétorsion contre un abus (par exemple dans la période récente, un informaticien licencié laissant dans l'ordinateur un « cheval de Troie » qui se déchaînera longtemps après son départ).



AIS IL FAUT
élargir encore le
champ de
ces actions,
diverses
auxquelles
matériellement on

peut appliquer le terme sabotage en tant qu'acte influant et/ou perturbant directement ou indirectement toute forme de gestion d'un appareil d'une unité capitaliste, de production ou non-productive, c'est-à-dire perturbant la formation du profit (qu'il s'agisse de plus-value ou de simple bénéfice). On peut bien sûr faire ici une distinction entre le sabotage proprement dit et ce qui est un détournement du temps de travail, d'une manière plus large, dans ce que l'on appelle « refus du travail »

Tout d'abord, il faut évoquer tout un ensemble de faits bien connus, même s'ils ont évolué avec les techniques de production. Au temps du travail aux pièces, le métallo sur sa machine pratiquait la « perruque » pour lui-même ou pour des copains

⁽¹⁾ Résistances au travail, ouvrage collectif coordonné par Stephen Bouquin, éd. Syllepses, 2008. Voir Echanges n° 129, p. 59

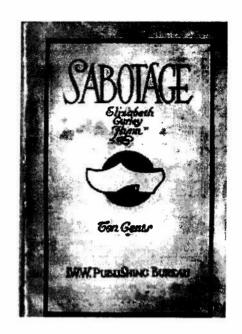
en confectionnant des pièces diverses utilisant matériel, machine et temps du patron. L'employé de bureau avait des possibilités moindres mais, par exemple, faire son courrier pendant le temps de travail et le glisser dans le courrier de l'entreprise relevaient de la même démarche. Bien sûr, l'ouvrier travaillant sur la chaîne avait peu de possibilités pour la « perruque » mais s'il avait des copains dans les ateliers d'outillage, il pouvait y avoir accès indirectement bien que les machines numériques aient réduit aussi ces possibilités. A des démarches de ce type, on peut associer la récupération qui consistait à « sortir » du matériel, par exemple, pour celui qui travaillait sur la chaîne, « sortir » les pièces concernant sa tâche ou celle; que des camarades de travail manipulaient (il y avait et il y a certainement encore de véritables réseaux de circulation de pièces « sorties » de l'entreprise, y compris pour approvisionner un marché noir, cela existerait dans bien d'autres secteurs, par exemple la distribution des journaux). De même, l'employé de bureau pouvait « sortir » du matériel de bureau et si la généralisation de l'ordinateur a pu éliminer crayon, papier et autres accessoires du gratte-papier, l'utilisation de la nouvelle technique à des fins personnelles (faire son courrier, explorer internet ou faire des jeux) est si répandue qu'elle a fait l'objet d'une chasse de l'employeur, de sanctions et même de procès. Et la caissière de supermarché, pièce maîtresse dans le réseau de distribution (son travail non seulement permet l'encaissement du prix mais aussi la reconstitution des stocks et la gestion des approvisionnements) a toujours des moyens de « récupération » soit pour elle-même, soit pour des clients connus, au point que dans la fixation du prix, un pourcentage correspond à des « coulages » impossibles à endiguer malgré tous les progrès techniques des contrôles.

Dans le quotidien du travail, quelle que soit la nature de ce travail et sa place dans le procès de production, s'exprime constamment le conflit fondamental déjà évoqué entre les règles impératives de l'intérêt patronal (de son autorité si l'on veut) et l'intérêt personnel du travailleur. Cela va même au-delà de ce qui a été souligné sur la nécessaire « participation » qui est implicite dans le contrat de travail et assure un fonctionnement sans heurts du procès de travail, productif ou pas.

Il est évident que la latitude pour le travailleur de moduler cette participation lui confère un pouvoir limité certes mais réel et l'on pourrait qualifier de « sabotage » le fait de réduire cette participation quelles que soient les raisons qui peuvent expliquer cette réduction. Elle peut être une opération consciente individuelle ou collective mais elle peut être aussi le résultat d'une simple affirmation d'un intérêt personnel. Même le travailleur parfaitement intégré, satisfait de son travail et donnant toute satisfaction à son employeur peut, selon les circonstances, être amené à s'opposer à la règle qu'en temps « normal » il respecte strictement et intelligemment. Cet intérêt personnel peut découler de simples faits de la vie courante pour lesquels le travailleur, apparemment « soumis » espère, en raison de ses « bonnes relations » avec l'employeur établies sur sa « bonne conduite » antérieure, qu'il bénéficiera d'une certaine mansuétude. Cela peut être le cas, mais cela peut aussi entraîner un conflit avec son employeur. Ce conflit peut être révélateur pour le travailleur de la véritable nature de l'exploitation du travail. Il peut constituer le départ d'une certaine forme de conscience individuelle et aussi collective dans la mesure où cela lui fait comprendre des attitudes d'autres travailleurs dont il n'avait pas saisi la signification et qu'il avait pu critiquer. Cette réaction peut non seulement concerner la « participation » escomptée du travailleur déjà évoquée mais aussi plus directement l'application même des règles du travail.

C'est plus pour ces derniers problèmes (de l'inconscient quotidien) que des armées de sociologues, psychologues, ethnologues et autres spécialistes et gestion essaient de trouver la clé. Ils tentent de définir les méthodes de gestion qui emprisonneront toujours plus sûrement le travailleur dans un filet de règles ramifiées à l'infini. La chasse aux temps morts prend des formes extrêmes autant que diverses : non seulement dans l'augmentation des cadences mais dans la fixation d'objectifs excessifs ou la flexibilité dans les tâches. L'élimination récente des automatismes d'attribution du salaire en fonction du poste occupé et du temps de travail au profit du seul salaire « au mérite » correspond bien à cette tentative de contrôle total du « comportement au travail »

On ne dira jamais assez que le stress ou les TMS dont on parle abondamment aujourd'hui sont le résultat de ces tentatives d'intégrer toujours plus strictement le travailleur dans son travail. Ce sont des limites sur lesquelles butent les « chercheurs en productivité » et qui sont plus la conséquence d'une sorte de schizophrénie résultant d'une impossible évasion de la domination des règles. Celles-ci font qu'aujourd'hui, il devient très difficile de développer une résistance quelconque ce qui se traduit par un refoulement générateur de troubles psychiques ou organiques. Mais ces tentatives d'intégration peuvent occasionnellement entraîner une radicalisation



des formes de résistance et le développement du sabotage sous des formes plus concrètes et plus conscientes. Le capital, trouvant dans ces faits une limite à sa recherche constante d'accroissement de la productivité, tente d'établir de nouvelles règles qui réintroduisent de nouvelles possibilités de réactions, voire de sabotage. Par exemple, des études récentes montrent qu'en laissant, dans certaines limites les opérateurs sur ordinateur pratiquer des jeux sur leur temps de travail augmentait en fait la productivité.

Un point spécifique mérite d'être souligné. Dans le cas d'un conflit – une grève – terminé par une défaite ou une semi-« victoire » avec beaucoup de frustration, il peut s'ensuivre une période de « sabotage » sous diverses formes ressortissant plus de démarches individuelles ou de petits noyaux, la « lutte continuée par d'autre moyens » mais pas du tout dans le sens auquel les syndicats pouvaient l'utiliser pour saboter un conflit.

Peut-on qualifier de « sabotage » au sens de perturbations de l'appareil de production/gestion des réactions individuelles ou collectives contre le système capitaliste pris dans son ensemble? Cela peut de toute évidence s'appliquer à des actions ponctuelles visant à perturber voire détruire soit certains éléments dans le procès de production, soit les bases de l'appropriation des biens ou des marchandises: l'éventail en est particulièrement large depuis le blocage ou sabotage des moyens de communication, le squat, la récupération de la marchandise individuelle ou collective, le piratage internet, etc.

On peut aussi considérer le « refus du travail » comme une forme de sabotage dans la mesure où des individus ayant reçu une formation, choisissent d'avoir une activité qui ne correspond pas à ce que le système pouvait en espérer, frustrant ainsi l'investissement mis en eux. De plus, s'ils utilisent les divers systèmes d'assistances, mis en place pour maintenir un certain ordre social, on peut parler là encore de « sabotage » par détournement de ces « avantages sociaux ».

L'apparition relativement récente de la notion de « citoyenneté » et d'« attitude citoyenne » ne répond pas précisément à cette « prise de distance » avec le système ni à l'utilisation « frauduleuse » des « facilités » qu'il accorde pour son « bon fonctionnement ». Autrement dit, certains (plus nombreux qu'on ne pense ?) prennent des droits et ne satisfont à aucune des obligations qui en seraient la contrepartie – pour parler plus simplement, ne renvoient pas l'ascenseur ; ce ne sont pas de « bons citoyens » au sens pris aujourd'hui par ces mots.

Il y a d'autres problèmes connexes à toutes ces formes de sabotage au sens le plus large ainsi évoquées. L'un d'eux est celui de leur efficacité pour l'ensemble du système de production dans la mesure où ils ne s'adressent pas seulement à une unité spécifique de production. On a pu écrire à ce sujet que des formes de résistance comme l'absentéisme ou la manipulation interne du temps de travail étaient infiniment plus néfastes à une entreprise voire au système productif que les grèves. De même, le « refus du travail » par des « marginaux » n'est-il pas inefficace ou toléré, dans la mesure où mondialement le capital peut puiser à volonté dans une immense armée de réserve qui ne cherche qu'à être exploitée à n'importe quelles conditions? Cette tolérance, maintenue dans certaines limites, est bénéfique pour le système dans la mesure où elle écarte du secteur productif des éléments qui le perturberaient plus sérieusement s'ils y étaient intégrés.

Un autre problème est le lien éventuel entre toutes ces formes de résistance. Pas tant dans leur extension par unification ou développement d'une seule qui inclurait tout ou partie des autres, que dans leur impact commun sur le fonctionnement de la société. Le développement d'une de ces formes ou d'une autre effacerait les frontières entre les manifestations de sabotage et de refus du travail.

H. S.



ÉCHANGES 141 - ÉTÉ 2012 - 41

CONSEILLISME 3

AU FIL DE RENCONTRES et de lectures de la presse que nous recevons, nous sommes plusieurs participants au réseau Echanges à avoir constaté, depuis quelque temps, une recrudescence du vocable conseillisme pour nous qualifier.

Ce vocable, qui fait référence aux soviets russes et aux Räte allemands, recouvre illusoirement plusieurs réalités différentes : les soviets de 1905 et ceux de 1917 en Russie ne présentent pas les mêmes caractéristiques ; ce mouvement des soviets se distingue à son tour du mouvement des conseils de soldats et d'ouvriers allemands de 1917 à 1919 ; enfin, l'action des conseils ou des soviets est très hétérogène selon leur composition sociale.

En 1905, tout parti ou syndicat contestataires étant interdits en Russie, la classe ouvrière fut contrainte de créer ses propres organisations, les soviets. En 1917, à rebours, les groupes politiques clandestins avaient pénétré le milieu des travailleurs industriels et dès que la classe ouvrière, les soldats et paysans russes s'organisèrent à nouveau en soviets et comités d'usine, les militants politiques se précipitèrent pour en prendre la tête.

La classe ouvrière russe était à cette époque peu nombreuse et concentrée dans quelques rares zones urbaines. Il en était autrement dans l'Allemagne de 1917. Les conseils de soldats, ouvriers et paysans sous l'uniforme, surgirent dans quasiment toute l'Allemagne. Ils ont été uniquement, successivement ou simultanément, regroupements ponctuels de travailleurs, lors d'une grève par exemple, organismes installés dans la durée en s'emparant des pouvoirs exécutifs et législatifs, à la manière d'un parti, ou encore représentants du prolétariat face à l'Etat et au patronat, à la manière d'un syndicat.

En Russie, comme en Allemagne, marxistes et anarchistes se mêlèrent aux conseils. Les sectateurs de parti qui pensent que la conscience de classe doit s'incarner à l'extérieur pour être implantée dans la classe, de gré ou de force, se sont moqués de cette auto-organisation du prolétariat lui déniant toute capacité à exprimer un point de vue révolutionnaire. Contrairement aux léninistes de toutes nuances. nous sommes d'avis, à Echanges, que ce n'est pas l'organisation qui prélude à la conscience mais celle-ci qui détermine la forme organisationnelle dont elle a besoin. et que les conseils ouvriers à la fin de la première guerre mondiale ont été majoritairement des rassemblements de classe qui ont porté en eux-mêmes leur dépassement parce qu'ils ont permis à la classe ouvrière de faire les erreurs dont nous avons tous besoin pour avancer plutôt que d'obéir à des directives infaillibles d'un comité invisible dont l'histoire des luttes ouvrières dans tous les pays nous enseigne les défauts.

La théorie selon laquelle le mouvement ouvrier moderne ne serait que le produit artificiel de quelques meneurs se conformant à un schéma établi par des amateurs de luttes réglées et disciplinées qui savent exactement, souvent de loin, comment il faudrait agir, n'avait généralement plus cours au sein de la classe ouvrière allemande à la fin de la première guerre mondiale. Elle se situait au-delà de Lénine et de ses camarades de parti qui aspiraient à faire le bonheur de la classe ouvrière malgré elle avec le succès que l'on connaît.

La question se présente ainsi: l'émancipation des travailleurs doit-elle être l'affaire des travailleurs eux-mêmes ou doivent-ils s'en remettre à des spécialistes? On connaît le mépris de Lénine pour les ouvriers quí « (...) ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. » (Que faire?, 1902) Ce même Lénine qui considérait, il est important de le souligner, les dogmes sociaux-démocrates comme le degré le plus élevé de la conscience de classe prolétarienne et le socialisme, ainsi qu'il le dira plus tard, comme « les soviets plus l'électrification ».

Le passé ne se refait pas contrairement à ce que veut croire une certaine gauche réactionnaire qui défend les acquis sociaux, c'est-à-dire le statu quo, dans les manifestations aux côtés des travailleurs et tient dans le même temps un discours radical sur ce que devrait être la révolution, défendant d'un côté comme de l'autre l'industrie et le travail forcé. Les adversaires des conseils ouvriers se refusent à prendre en compte l'action des travailleurs contre leurs conditions d'exploitation qu'ils cherchent à masquer sous le concept de conseillisme. Comme à la fin des années 1960 et au début des années 1970 où quelques militants avaient créé de toutes pièces une idéologie ultra-gauche qu'il leur fût facile de fustiger puisqu'elle était leur créature, ce

conseillisme réapparaissant a pour usage de dénigrer l'action autonome des travailleurs en s'épargnant les frais d'une argumentation raisonnée sur ce qu'est cette action.

S'il v a un conseillisme, nous savons qu'il tend à faire apparaître le mouvement des conseils et la théorie qui en est issue comme une nouvelle idéologie (voir le n° 113 d'Echanges, p. 62). Tout concept forgé avec un suffixe en -isme suppose une doctrine. Je ne nie pas que certains camarades du novau actif autour de la revue Echanges se réclament parfois d'une idéologie, le marxisme, mais si l'on regarde de près cette profession de foi, on notera qu'ils revendiquent généralement sa part la plus féconde, l'observation des faits et leur analyse, plutôt que son système doctrinal, grille de lecture comme certains le disent sans vergogne.

Nous ne sommes, pas plus que quiconque, sans traditions, et le mouvement des conseils ouvriers du début du xx° siècle en constitue une partie. Mais nous ne nous cachons pas les failles de ce mouvement dont les causes sont à la fois géographiques, sociales et historiques et ne sacrifions pas au fétichisme des conseils ouvriers: ils furent l'expression, ni plus ni moins, de la conscience du prolétariat et du développement de cette conscience de classe entre 1917 et 1919. Ni n'ignorons que la conscience s'adosse à un inconscient d'une importance beaucoup plus profonde qu'elle et que la logique du processus historique objectif se conforme à la subjectivité de ses protagonistes.

A Echanges personne n'est conseilliste.

J.-P. V.

DANS LES PUBLICATIONS / THEORIE, HISTOIRE, ORGANISATION...

Production et circulation du capital

◆ Dans Présence marxiste n° 92 (mars 2012), outre un texte théorique « Production et circulation du capital » et une polémique savoureuse dans un langage châtié sur Echanges à laquelle nous nous gardons bien de répondre, ce numéro ne contient pour l'essentiel que des textes historiques.

Poésie et révolution

• « Si un spectre hante le capitalisme aujourd'hui, ce n'est pas la perspective de son renversement par un ennemi intraitable, c'est bien plutôt l'absence d'opposants réellement menaçants (...)
Transformer le monde est une tâche politique, mais

surtout poétique. Le sens des mots y participe », telles sont la première et les deux dernières phrases des douze pages que compte le n° 16 (mai 2012) de Négatif, bulletin irrégulier gratuit. Quatre articles s'essaient à combler l'écart entre le constat pessimiste de la première et l'espoir des dernières : le premier article affirme l'absence d'un sujet révolutionnaire et l'intégration de la classe ouvière de 1973 à nos jours : le second propose des pistes théoriques de réflexion sur des aphorismes sous le signe de Gramsci et Shelley; le troisième profite d'une critique des écrits d'anarchistes d'Oléron à propos d'Albert Camus et du football pour montrer l'abdication intellectuelle de certains milieux



Herbert Marcuse.

cuse. mili-

militants face à l'idéologie capitaliste ; le quatrième enfin, avancant que « nous sommes emprisonnés par les mots avant que de l'être par les choses », cherche dans L'Homme unidimensionnel (Etats-Unis, 1964, première traduction française en 1968) de Herbert Marcuse et La Société du spectacle (1967) et les Commentaires sur la société du spectacle (1988) de Guy Debord les arguments qui nous permettraient de mettre nos maux en mots. Une entreprise hardie lorsque l'on sait le mépris dans lequel Debord tenait l'œuvre de Marcuse.

Contact : georges.ouden@ gmail.com ou écrire à Echanges qui transmettra.

Collectifs autonomes de nouvelles conceptions ?

◆ Dans son n° 88 (hiver 2010), la revue allemande Wildcat avait publié plusieurs textes de réflexion sur ce qu'elle appelait le Commonismus ; les participants à ces débats s'étaient réunis dans un café de Kreuzberg, un quartier de Berlin, le len-



Guy Debord.

demain d'une conférence donnée dans une salle proche de ce même quartier par Robert Kurz, de la revue allemande *Krisis*, relativement célèbre en France dans des milieux restreints par des traductions de textes de lui et d'Anselm Jappe

principalement. Il s'agissait pour les présents de répondre à cette question : est-il encore envisageable de se lier à autrui et de construire des collectifs d'habitants, de quartiers, de luttes, etc. ? La réflexion se poursuit dans le n° 92 (printemps 2012) avec un article introductif, « L'aiguille dans une botte de foin – ou en quête d'un débat révolutionnaire sur le Commons », un entretien avec deux membres d'une entreprise de petit matériel dans le domaine de l'énergie renouve-

Poursulvre la critique du capitalisme

◆ A l'occasion de son n° 50 (juillet 2012), la revue barcelonaise Etcétera réaffirme, dans plusieurs articles, sa volonté de poursuivre la lutte contre le capital comme à ses débuts : « La vie qui ne s'arrête pas », examen au quotidien de la critique en mots et en actes du capital; « Poursuivre la critique », analyse des points faibles et forts du capitalisme espagnol dans la lutte contre ses ennemis, un de ses points forts étant le haut taux de propriétaires en Espagne, un acquis durement remis en cause par la crise immobilière et bancaire qui taraude le pays depuis quelques années ; « Guerre, technique et capital », dissection des apports technologiques du domaine militaire dans le domaine civil (laser, micro-ondes, etc.) et, par conséquent, du discours fallacieux sur la neutralité de la technique. Ces articles sont suivis, comme habituellement, par des notes de lecture sur des ouvrages utiles, selon Etcétera, à la compréhension des rouages de la société capitaliste et à leur destruction, notes que nous ne signalons généralement pas dans nos colonnes parce qu'elles concernent



souvent des ouvrages que nousmêmes avons signalés. Et enfin, d'une correspondance avec des camarades

du monde entier ; dans ce n° 50, deux courriers sur la révolte estudiantine au Mexique, deux aussi sur celle au Québec, des réflexions de Paco, de Valencia, qui dénonce l'inutilité du concept de lutte des classes lui préférant celui de lutte contre l'autorité. et une longue lettre de Charles Reeve sur la situation actuelle au Portugal. Rappelons que la revue Etcétera est née en septembre 1983 avec un n° 0 (ce n° 50 est donc le 51°) et qu'elle a publié en facsimilé ses 21 premiers numéros. de 0 (septembre 1983) à 20 (décembre 1992) sous forme d'un livre, non daté. L'adresse postale du groupe vient de changer ; c'est maintenant : Etcétera, Violant d'Hongria, 71, 1*, 08028 Barcelona, Espagne; les adresses électroniques sont toujours: etcetera@sindominio.net www.sindominio.net/etcetera

lable, la SARL Maschinenbau, un autre entretien avec des participants à Garten-COOP de Friboura. compte rendu, abrégé, d'une table ronde entre quelques membres du groupe Wildcat, les précédents intervenants et d'autres venus individuellement, enfin, d'une tentative de tirer les conclusions de ces discussions. Le point de départ de ces recherches était de savoir « si de nouvelles conceptions de collectifs autonomes étaient apparues avec la crise de 2008 en arrière-plan » : ne cachant pas que cette étude est relativement biaisée parce que seules des personnes de gauche v ont participé, Wildcat conclut que la fin des collectifs de lutte

n'est pas encore actée, que les groupes affinitaires ou politiques ont toujours un rôle à jouer, et que toute personne capable de rassembler d'autres personnes autour d'elle a la capacité d'utiliser ses dons de rassembleur dans les luttes contre le capital.

◆ « Construire l'autonomie des luttes futures », n° 222 (été 2012) de Courant alternatif.

Démocratie à conquérir

◆ La revue Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité consacre à ce qu'elle entend par cette démocratie à conquérir son n° 21 (mai

2012), divisé en deux comme habituellement. entre une partie actualités et une partie notes de lectures: une introduction, « La lutte sociale auto-organisée. c'est maintenant!» et les textes de deux tracts distribués en mars et avril 2012. pour la première part, rappellent que Critique sociale se revendique du luxemburgisme, doctrine construite à partir des écrits de Rosa Luxemburg (1871 ? -1919), et lutte sous le drapeau d'une démocratie communiste ; un entretien avec Jacques Rancière, professeur émérite de l'université Paris-VIII Saint-Denis, repris du numéro du 19 avril 2012 du magazine Le Nouvel Observateur, et des extraits d'une discussion avec Pierre Clastres (1934-1977), parue dans le nº 9 de la revue L'Anti-Mythes 1975, forment la deuxième part de l'argumentaire de Critique sociale.

La classe ouvrière riposte encore

♦ Les attaques du capital contre la classe ouvrière en Europe passent-elles sans contestation majeure comme l'affirment certains ? La revue allemande Wildcat n° 92 (printemps 2012) rend compte d'un ouvrage collectif sous la direction d'Anna Leder, Arbeitskämpfe im Zelchen der Selbstermächtigung - Kollektive Gegenwehr in Frankreich, Deutschland. der Schweiz, Österreich und Serbien (Conflits du travail sous le signe de l'auto-organisation. Ripostes collectives en France, Allemagne, Suisse, Autriche et Serbie)), éd. Promedia, 2011, contestant cette thèse. Un livre qui pose plusieurs questions dignes d'être discutées selon l'auteur de cet article malgré quelques approximations sur la réalité de l'indépendance des luttes des ouvriers par rapport aux syndicats et aux partis.

Sortir de l'économie

◆ Au sommaire de Sortir de l'économie n° 4 : « Critique de l'économie et du travail », « La marchandise expliquée à mes enfants », « Au-delà de l'économie », « L'émergence de l'économie : anthropologie des fétiches sociaux », et autres textes et critiques sur le site

1



http://sortirdeleconomie.ouvaton.org/ Une version papier est également disponible à la commande http://sortirdeleconomie.ouvaton.org/sde-n4-p266.pdf

Remarques sur les manifestations

◆ Radicalité 2010 ou la middle radicalité suivi de Remarques sur le mode de manifester 1996-2006, de Jean-Pierre Lecercle (8 €), place d'Armes, « placedarmes@free.fr »

Avec ce commentaire « C'est d'abord dans la théorie radicale moderne que le travail manque »

Voir par ailleurs nos réflexions sur les formes de lutte (p. 00).

Pannekoek et Darwin

◆ Darwinisme et marxisme, d'Anton Pannekoek. Texte disponible à Echanges sur papier ou par courriel (echanges.mouvement@laposte.net).

Art, la fabrique du social

♦ « L'art fabrique du social en peuplant nos vies de choses à sentir et penser en commun (...) il est lui-même un "produit social" en ceci qu'il est déterminé par les idéologies dominantes ». C'est le thème de « Art, la fabrique du social », le dossier du numéro 33 (mars 2012) d'Offensive, le magazine de l'OLS.

Recettes anarchosyndicalistes

♦ Une analyse, « Convergence des luttes pour sortir du capitalisme et construire un nouveau modèle économique, écologiste et féministe », dans le n° 389 (mai 2012) de CNT, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, rend compte des XIII° Journées d'Economía Crítica tenues à Séville.

Des recettes anarcho-syndicalistes pour sortir de la crise et un réseau d'associations engagées dans l'étude critique de l'économie à partir des luttes à consulter sur Internet : http://www.economiacri-

tica.org où l'on trouvera les numéros en ligne de la revue *Economía Crítica*, ou http://www.economiacritica.net; des textes de l'Instituto de Ciencias Económicas y de la Autogestión sur http://www.iceautogestion.org; ou bien encore les écrits du Seminari d'Economia Critica Taifa de Barcelone sur http://seminaritaifa.org (en espagnol ou en catalan).

« L'info en lutte

 « L'information est partout. Omniprésente dans nos vies, elle contribue à faconner nos représentations du réel et nous aide à agir sur le monde... Pour faire de l'information autrement, il nous faut donc rejeter les postures d'expert-e-s et de spécialistes, casser le rapport vertical du savoir descendant, défendre "le faire avec" en lieu et place du "faire à la place de", agir depuis "l'intérieur" des luttes. sur le terrain et au contact. pour accompagner, encourager et (se) donner de la force. Un processus qui reste indissociable de nos perspectives révolutionnaires. »

OLS-Paris 21*ter*, rue Voltaire - 75011 Paris site: http://of-fensive.samizdat.net/ courriel:ols.paris@no-log.org

Malaise

♦ Malaise dans l'identité (définir des appartenances individuelles et collectives contre le confusionnisme et les extrêmes-droites) brochure n°19 (mai 2012) du collectif Lieux Communs.

A propos des changements politiques dans les pays arabes, une polémique s'est développé entre ce collectif et Yves Coleman, éditeur de Ni patrie ni frontières. sur le thème des mentalités et des traits culturels des peuples. Dommage comme toujours que le débat prenne le ton de l'insulte réciproque, alors qu'il soulève de vraies questions.

Mais peut-être la violence (verbale, ici) est-elle nécessaire? (autre débat "réactionnaire").

lieuxcommuns@gmx.fr www.magmaweb.fr

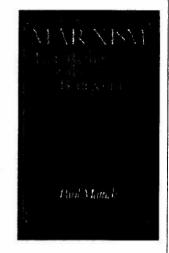
Du bon usage des éditions Lignes

♦ « On the good use of Editions Lignes » (texte en anglais) sur la publication de Vies et mort du capitalisme, de Robert Kurz (analyse de la crise financière mondiale de 2008 publiée aux éditions Lignes) un échange de correspondance sur ce sujet par les traducteurs Luc Mercier et Olivier Galtier (on trouve tout sur ce

sujet sur Internet : www.editions-lignes.com/)

" Le Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ? », enfin traduit

◆ En 1983, le fils de Paul Mattick (1904-1981) éditait le livre que son père avait laissé inachevé. Marxism : Last Refuge of the Bourgeoisie? (éd. M. E. Sharpe, Inc./The Merlin Press), qui s'ouvrait sur une citation de Rosa Luxemburg: « Le régime de la classe bourgeoise dispute son dernier combat sous un faux drapeau, le drapeau de la révolution même » et était dédié à Marinus van der Lubbe. l'incendiaire du Reichstag en février 1933. Il n'y en avait jusqu'à maintenant que deux parties traduites en français: le 5° chapitre, « Theory and Reality »,



sous le titre De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie (éd. Ab irato, 1998), avec des intertitres qui ne sont pas dans l'original (il semble que cette même traduction soit parue sous le titre « Théorie et réalité », avec de légères variantes et sans intertitres, p. 93-146 d'un ouvrage en plusieurs langues dont nous

Tziganes, femmes d'Europe... et les motivations d'une observatrice

♦ Un ouvrage de la Française Claire Auzias, Gitanas. Hablan las mujeres « roms » de Europa (traduction de Chœur de femmes tziganes, éd. Egrégores, 2011, avec des photographies d'Eric Roset) est paru récemment aux éditions Pepitas de Calabaza; l'occasion pour le n° 389 (mai 2012) de CNT, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, de s'entretenir avec l'auteure : « Tout ce qui est dominant m'irrite, y inclus au sein même des minorités. » Où elle réitère les motivations qui la poussent dans sa profession d'écrire : anarchisme, féminisme et ethnie gitane.

n'avons pas pu trouver d'exemplaire); ainsi que le texte final rajouté par le fils Mattick, publié en espagnol en 1979 dans la revue Nueva Política nº 7 puis en anglais en 1981 dans la revue américaine Root and Branch n° 10. « Le marxisme hier, aujourd'hui et demain », dans un recueil de textes de Paul Mattick paru sous le même titre général aux éditions Spartacus en 1983. La revue Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité annonce dans son n° 20 (mars 2012) qu'une traduction de l'ouvrage en entier vient de paraître : Paul Mattick. Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?, Entremonde, 2011, que l'auteur du compte rendu de lecture recommande chaudement malgré le peu de soin, selon lui, apporté à cette édition.

« L'Homme comme unité »

◆ Joël Guigné-Martin (qui entre autres anima avec Jimmy Lallemand [voir Echanges n° 137, été 2011] la revue Essais [Angers/Angoulême, 1979]) nous a fait parvenir le petit livre bilingue français-anglais de Gustave Arthur Dassonville (1913-

1998), L'Homme comme unité, avec un petit mot : « G. Dassonville est décédé, Jimmy Lallemant aussi. Daniel Daligant va bien, moi aussi, Vive la vraie vie, Subversivement vôtre. »

Livres en revue

 ◆ Correspondance n° 2. mars 2012 passe en revue différents ouvrages récents et moins récents : Rupture dans la théorie de la révolution textes 1965-1975, de François Danel (Senonevero), qui évoque une polémique sur cet ouvrage dans Echanges nº 110 et suivants ; L'Invention de Paris. d'Eric Hazan (Seuil), Souvenirs, de Tocqueville (Gallimard, « Folio »); A la fête de la Révolution, de Claudia Salaris (Editions du Rocher), Les Esperados, une histoire des années 70, de Yannick Blanc (L'Echappée): Le Sens du vent, d'Arnaud Michon (Encyclopédie des Nuisances).

BP 1018, 1 rue des Tanins, 07380 Lavelade (copies à Echanges).

Michael Seidman en Aliemagne

◆ En 2001, nous avions traduit un texte, datant de 1988, de Michael Seidman sous le titre *Pour une his-*

toire de la résitance ouvrière au travail. Paris et Barcelone pendant le Front populaire français et la révolution espagnole, 1936-1938 qui augurait un ouvrage plus important, une thèse universitaire parue en 1991. Workers Against Work. Labor in Paris and Barcelona during the Popular Fronts, University of California Press, Puis, nous avons rendu compte de la traduction en français de ce livre en 2011 par les éditions Senonevero dans le n° 133 d'Echanges et de sa réception en France dans une brochure bilingue (2011) rédigée par Michael : enfin. de sa traduction en allemand aux éditions Graswurtzelrevolution dans le n° 139. Dans son n° 92 (printemps 2012), la revue allemande Wildcat publie une note de lecture sur cette dernière version. Gegen die Arbeit. Über die Arbeiterkämpfe in Barce-Iona und Paris 1936-38, à la traduction de laquelle certains de ses membres ont participé. Dans cette recension, son auteur reparle de Gilles Dauvé et Karl Nesic dont l'auteur approuve les analyses tout en se distanciant discrètement de leurs conclusions (voir Echanges n° 139 à propos de Dauvé

et Nesic), et émet quelques critiques dont voici l'essentiel : Seidman « n'a pas réussi à fonder son "histoire d'enbas" sur de solides assises. Contre l'historiographie autrefois prépondérante, il soulignait "le caractère collectif de la résistance contre le travail" et accordait ce faisant peu d'importance au "fond individualiste de bon nombre de ces refus du travail". (...) Aujourd'hui, Seidman ne mise plus sur une

Un nouveau groupe, le Garap

◆ Le Groupe d'action pour la recomposition de l'autonomie prolétarienne a publié Dix doigts pour nous étrangler» [mondialisme.org/ IMG/article PDF/article a 1824.pdfl et d'un autre sur le sous-fascisme (dans Ni patrie ni frontières) formé d'ex de la CNT, du PT, de LO, ou de nulle part, qui ont animé/animent le site http://rapaces.zonemondiale.org/ (du rap politique) et un autre, http://sinistrespectacle.fr ee.fr/ lls sont très marqués par les situs et l'ultra-gauche. (Voir notre rubrique « Correspondance », p. 26.)

utopie collective mais sur l'individualisme ou le "sain scepticisme du salarié isolé (!)" contre les idéologies (...). L'ouvrage, enfin traduit en allemand (...) tombe un peu hors de saison. Ecrit dans le tourbillon (drive) des années 1970 et 1980, il offre toutefois un apercu rétrospectif des discussions d'alors dans le milieu de la gauche radicale, » Opinion contradictoire avec cette affirmation du même auteur un peu plus loin sur la même page : « le livre s'attarde sur une période clé de l'histoire de la gauche et pose des questions qui demeurent d'une brûlante actualité »... La controverse se poursuit en Allemagne après s'être brusquement tarie en France.

Un procès pour Puig Antich ?

◆ Une partie de l'Espagne ne cesse de vouloir réaler ses comptes avec le franquisme. règlement de comptes que ce que les Espagnols appellent « la transition » a empêché par suite d'un accord entre Adolfo Suárez, premier ministre nommé par Franco, la rovauté et les partis politiques conclu au lendemain de la mort de Franco en 1975 et mis en œuvre par le

pacte de la Moncioa en 1977. Le nº 390 (juin 2012) de CNT. l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, relate que deux associations ont demandé à la justice l'audition de José Utrera Molina, ancien ministre sous Franco, pour l'exécution de Salvador Puig Antich en 1974, un membre du Movimiento Ibérico de Liberación (voir Echanges n° 122, p. 74, à propos de l'ouvrage Mouvement Iberique de Libération. Mémoires de rebelles, édition CRAS, 2007). Pour la petite histoire, José Utrera Molina est le beau-père de l'actuel ministre de la Justice, Alberto Ruiz Gallardón.

Punk, rock, et autogestion

◆ Karnage n° 3 : des entretiens et des chroniques musiques (punk/rock) et livres. Maloka Espace autogéré des Tanneries, Bd de Chicago, 21000 Dijon ; site http://www.malokedistro.com

Connexions Italiennes

◆ La revue *Connessioni*, n° 1 (printemps 2012) (en italien).

http://connessioniedizioni.blogspot.it/2012/03/conn essioni-n-0-primavera-2012.html

Adel-Spartacus sur vosstanie

♦ Un site - www.vosstanie.org - où l'on trouve recommandations de lectures et publication de textes d'Otto Rühle, Helmut Wagner, Pannekoek, Jean Barrot/Gilles Dauvé...: la continuation de ce que fut Adel il y a quelques années, sous l'exerque « Le communiste. quant à lui, ne se demande pas si son action est "indispensable" ou "inutile". Il ne peut plus vivre dans la société actuelle, comprend au'une solution individuelle ne serait qu'illusion. »

Communisation

◆ Communization Theory et The Abolition of the Value-Form, deux textes en anglais sur la communisation. Le premier par Mac Intosh d'Internationalist Perspective. Le deuxième par Maxime du Cercle de Paris. Une version plus élaborée du texte de Mac Intosh dans Internationalist Perspective n° 57 (été 2012).

Anarchistes en France en 1951

◆ Dans Acontretemps, bulletin de critique bibliogaphique n°43 (juillet 2012), « Anarchie 51 », réédition d'une série de quatre articles publiés par le quotidien Combat entre le 9 et le 12 avril 1951 : « Vieux mouvement, jeunes hommes », « Anarcho-syndicalisme et grève gestionnaire », « De nombreux émigrés ont fui, en France, le fascisme ou le communisme », La jeunesse anarchiste face à la guerre ».

Anars en France, 2012

◆ Lucioles, « bulletin anarchiste de Paris et sa région », n° 7 (juin-juillet 2012): « Qu'ils s'en aillent tous. » 16 pages de textes divers. Contact : lucioles@riseup.net

M. P. Fernandez, anarchiste espagnol

◆ « Manuel Perez Fernandez (1887-1964), spanish cabinet-maker and anarchist » sa biographie (en anglais) dans KSL n° 69 , janvier 2012.

Annemarie Dagerman et l'Espagne

◆ Le compte rendu en deux parties d'un entretien avec Annemarie Dagerman, veuve de l'écrivain suédois Stig Dagerman (1923-1954) dans les nºº 390 (juin 2012) et 391 (juillet 2012) de CNT, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

Fille de militants anarchistes allemands, Ferdinand et Elly Götze, actifs en Espagne pendant la querre civile de 1936-1939 au sein du Deutsche Anarcho-Syndikalisten (DAS, dont les cahiers Spartacus et les Cahiers de Terre libre avaient publié Ce que sont le CNT et la FAI en 1937; réédition Spartacus, n° B171, 2006); des souvenirs sur Barcelone pendant la querre civile, la persécution de sa famille par les nazis, la sortie de Stig et elle du syndicat suédois SAC après que celui-ci s'est séparé de l'Association internationale des travailleurs, regroupement international de syndicats anarchistes, etc.

Les anarchistes et la Commune

◆ Les Anarchistes et la Commune de Paris, par J.-P. Crabe (CNT/AIT, Union régionale Nord, 74 bis Grande-Rue, 91490 Dannemois)

Le groupe Ponzan

◆ A propos du « réseau d'évasion Ponzan » (septembre 2009) par J.M. Izrine dans Alternative libertaire d'août 2009, note de lecture de la Fondation de la résistance sur « Le réseau d'évasion du groupe Ponzan » (octobre 2010). Ce livre est

un hommage à Ponzan Vidal, militant anarcho-syndicaliste espagnol actif dans la révolution de 1936 puis dans la résistance en France pendant la secondeguerre mondiale.

Ferrer

◆ Le Ferrer (décembre 2009). Une biographie de Francisco Ferrer i Guardia (1859-1909), pédagogue libertaire espagnol fusillé dans les fossés de Montjuich le 13 octobre 1909.

Réfugiés espagnols

◆ Culture d'exil : Réfugiés dans le Sud-Ouest 1939-

1975 Après la guerre civile, 500 000 Espagnols franchirent les Pyrénées pour se réfugier en France...

Histoire de l'ETA

◆ « Origine et développement de l'ETA »(1^{re} partie) dans *Jakilea, Le témoin* n° 102, (mars 2012).

Chômeurs en colère

◆ Présentation du regroupement « chômeurs en colère » de Strasbourg (1982-1983). Brochure, demander à Echanges.

Contre-révolution

◆ Présence marxiste n° 93

(mai 2012) tombe dans le marais électoral français (« de plus en plus de contre-révolution »), reprend la litanie pour « constituer le parti marxiste, fort et centralisé comme l'a dit et réalisé Lénine » (sic) (« ce que sont les syndicats ouvriers »), d'autres textes historiques et une réponse sur la polémique à propos du refus du travail (PM n° 92).

Algérie

◆ « Européens » en Algérie indépendante, par Hélène Bracco. Cet ouvrage rend compte d'une partie occultée de l'histoire, avec des té-

Anglais en colère

♦ Angry Brigade, éléments de la critique anarchiste armée en Angleterre. « Dans la nuit du 12 janvier 1971, la couverture du Times est explicite: "Deux bombes ravagent la maison de Carr un jour de protestation." Robert Carr était à l'époque le ministre de l'emploi du gouvernement Heath, conservateur, fraîchement élu. Il était responsable du projet de loi sur les Relations industrielles, adopté un peu plus tôt dans la journée, et provoquant de nombreuses manifestations ouvrières. Cette attaque directe sera revendiquée par un groupe



nommé Angry Brigade, dans un contexte de tension sociale généralisée tel que l'Angleterre n'en a plus connu depuis ; au moment où dans toute l'Europe et sur tous les continents, de nombreux groupes s'organisent pour attaquer physiquement les structures du capitalisme et un certain ordre moral que les mouvements de 1968 n'auront pas réussi à mettre en pièce. Des vagues de protestations massives apparaissent un peu partout, une jeunesse désillusionnée par un système qui ne cesse de se doter de moyens toujours plus efficaces pour broyer les individus et fossoyer les rêves d'un autre monde, mais une jeunesse exaltée par la perspective d'une transformation radicale de l'existant. » ravage@riseup.net, site http://ravage-editions.blogspot.fr

moignages de ceux qui sont restés en Algérie après la proclamation de l'indépendance (éd. Non-lieu).

Contre-Infos cévenoles

 Bulletin de Contre-Infos en Cévennes, nº 12 : ce bulletin se veut « un outil d'informations et d'analyses sur les questions sociales, de logement, de boulot et de précarité, de contrôle et répression tous azimuts, de nuisances technologiques. etc. : sur les luttes d'ici et d'ailleurs dans lesquelles se tissent parfois complicités. mise en commun moyens de survie et perspectives d'émancipation ; sur tout ce qui permet de connaître, comprendre et s'opposer à ce monde qui produit du décervelage, de la résignation, de la misère et de la mort, et qui nous est présenté comme la seule voie possible. C'est un relais local de réflexion et d'infos sur les luttes, qui est fait pour et par ceux et celles à qui il apparaît nécessaire de réfléchir et d'agir contre cette société de classes nauséabonde, et de s'organiser en conséquence ». Pour consulter le numéro en ligne ou télécharger le pdf : http://contreinfo7.internetdown.org/spip.php?rubrique20

Textes anarchistes

Le Collectif anarchiste de traduction et de scanérisation (CATS) de Caen annonce la parution des textes suivants:

- ◆ Palante I Les Young Lords: bref récit de la trajectoire peu connue des Young Lords, une organisation révolutionnaire de New York, composée principalement de portoricains, à la fin des années 1960 et au début des années 1970:
- Les Young Lords et les premiers gangs portoricains de Chicago: entretien avec Mervin Mendez sur la genèse des Young Lords de Chicago (assez différents culturellement et socialement de celles et ceux de New York);
- ◆ La Révolte de Wilhelmshaven, Allemagne 1918 : témoignage sur la montée de l'agitation à la base navale de Wilhelmshaven, sur la mutinerie de masse en novembre 1918, la transformation de la base en bastion révolutionnaire et son écrasement sanglant en janvier 1919 par l'armée « loyaliste » aux ordres de la social-démocratie ;
- ◆ Mouvement des soldats, antimilitarisme et lutte de classe : une brochure de 1977, d'orientation communiste libertaire :
- ◆ La Guerre mondiale

comme guerre de classe : un tour d'horizon sur les attaques endurées par la classe ouvrière durant la Seconde Guerre mondiale

- ◆ La Question anarchiste : une brochure critique de René Furth (datant des années 70 ?) sur diverses perspectives de renouvellement du mouvement anar.
- ◆ Entretien avec Abraham Guillen (1978), tiré de la revue anarchiste espagnole Bicicleta. Guillen, anarchiste exilé, combattant de la révolution espagnole, auteur de livres sur la stratégie de la guérilla et sur l'autogestion, raconte ses relations avec certaines guérillas latino-américaines des années 1960 et 1970 :
- ◆ Ni dieu, ni maître, ni mari : la Voz de la Mujer (Argentine 1896-1897) : un aperçu de çe journal anarchiste argentin, une des premières expressions anarcho-féministes au monde ;
- ◆ La Grève générale britannique de 1926 : récit de la seule grève générale de l'histoire de la Grande-Bretagne et des trahisons syndicales qui l'accompagnèrent;
- ◆ La Lutte pour un travail utile à Lucas Aerospace (1976).

Psychiatrie et nazisme

♦ Psichiatria e nazismo, de

Bruno Norcio et Lorenzo Toresini. Centro di Documentazione di Pistoia, via S. Pertini s.n.c., 51100 Pistoia (en italien).

Les guerres de la révolution bourgeoise

◆ Robert Camoin: 1792 -1800, les guerres anti-dynastiques de le Révolution bourgeoise française.

Chez l'auteur : Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux (20 €).

La Grèce en 1941-1944

◆ " La Grèce et l'occupation par les forces du III• Reich (1941-1944) dans A Contre courant n° 234 (mai-juin 2012).

Bataille socialiste

◆ « La Bataille socialiste » publie des textes d'origines diverses. L'Emancipation syndicale et pédagogique (10 juin 2012) publie un entretien avec un de ses animateurs, Stéphane Julien, sur le but de ces publications sur le site http://bataillesocialiste.wordpress.com/

Chants révolutionnaires

• « Chantons la bouche pleine », numéro spécial de Courant alternatif (printemps 2012) contenant sur 54 pages des chants révolutionnaires de partout (seulement les paroles).

◆ Des chansons indignées sur le rythme des sevillanas andalouses à écouter sur http://sevillanasindignadas.15mjerez.org selon le n° 390 (juin 2012) de CNT, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole (http://www.cnt.es/periodico/).

La CGTU en 1922

♦ « Il y a quatre-vingt-dix ans, les "anarcho-syndicalistes" perdent la CGTU » ; Le congrès de Saint-Etienne met cette nouvelle confédération issue d'une scission de la CGT sur les rails du bolchevisme. Dans Alternative libertaire n° 219 (été 2012).

Paris : fermeture de la bibliothèque anarchiste La Rue

♦ Après quatorze ans d'existence, la bibliothèque La Rue, n'ouvrira plus qu'un samedi par mois. « La fréquentation a nettement baissé et nous ne sommes plus suffisamment nombreux-ses pour assurer des permanences régulières », écrivent ses animateurs. La bibliothèque rouvrira de septembre à décembre 2012

tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h. 10 rue Robert-Planquette, Paris 18°.

http://bibliotheque-larue.over-blog.com

Socialisme ou Barbarie

 Socialisme ou Barbarie auiourd'hui. Cahier n°7. analyses et témoignages. L'histoire du groupe Socialisme ou Barbarie ressemble à celle de toutes les avant-gardes : extrêmement isolé durant son existence (1949-1967), il est devenu quasi-mythique sans que son apport théorique soit mieux connu. Ses analyses de la bureaucratie n'ont guère été lues par les courants de la gauche critique, et s'il a influencé la mise en cause du marxisme dans le champ intellectuel français à la fin des années 1970, c'est au prix d'une dénaturation profonde de ses idées dans la mesure où elle n'avait comme objectif que de dénoncer le totalitarisme communiste, passant sous sitence ses critiques du capitalisme.

S'il paraît impossible de saisir la part exacte qui revient à Castoriadis dans ces influences, du moins peut-on cerner son apport comme penseur original en tâchant de prendre la mesure des spécificités de son œuvre par opposition à celles de ceux qui l'or t côtoyé.

Une chose, en effet, est l'accord sur l'analyse des systèmes bureaucratiques – qu'ils soient staliniens ou capitalistes –, une autre les propositions concrètes et les affirmations positives que l'on peut en tirer. http://www.fusl.ac.be/publications/G133.html

Autour de l'URSS et de l'Europe des années 1918-1920

- ◆ « La Gauche bolchevik et le pouvoir ouvrier 1919-1927 » (Les centralistes démocratiques et l'opposition ouvrière, textes à l'appui) par Michel Olivier, avril 2012. Demander à Echanges qui transmettra.
- ◆ Parmi les textes mis en ligne par le CATS de Caen : Le Soulèvement de Sibérie occidentale 1921-1922 :

La Troisième Révolution – résistance paysanne au gouvernement bolchevique; La Mutinerie de la Mer Noire. Le mythe de Marty et le rôle des anarchistes; Guerre de classe en Finlande 1918; La Révolte de Radomir, Bulgarie 1918; La Commune hongroise et les anarchistes (1919).

Une Italie révolutionnaire

Parmi les traductions mises en ligne par le Collectif anarchiste de traduction et de scannerisation (CATS) de Caen librement téléchargables à http://ablogm.com/cats:

- ◆ Le Contexte italien : un article synthétique sur le contexte politique, économique et social de l'Italie des années 1950 et 1960 et sur la montée et l'explosion des luttes radicales de masse :
- ♦ Italie 1977: un texte sur « l'ironie comme protestation et le langage comme lutte dans le mouvement italien de 1977 », ou comment l'usage subversif du langage peut aider à ridiculiser les représentations et les pratiques politiques autoritaires, staliniennes, sociales-démocrates, gauchistes...;
- ♦ Italie années 1970 : deux articles tirés de la revue française Noir et Rouge (pas celle des années 1950-1970, celle des années 1980-1990), datant de 1988, sur les luttes autonomes dans l'Italie des années 1970, leurs évolutions et leur étouffement. Un des articles aborde aussi le débat sur la revendication de l'amnistie pour les prisonniers politiques italiens :
- ♦ Les Femmes à l'usine Fiat Italie 1970 : article paru dans Lotta Continua sur la féminisation de la maind'œuvre ouvrière chez Fiat, l'espoir patronal de trouver chez les femmes une force de travail docile et un moyen de diviser les luttes ouvrières radicales qui émergeaient, la situation sociale et culturelle des femmes ouvrières...;
- ♦ Féminisme italien, opéraïsme et autonomie dans les années 1970 : texte qui survole les courants du féminisme italien issus de l'opéraïsme et de l'autonomie, qui se mobilisèrent particulièrement contre les violences faites aux femmes et pour la rétribution du travall reproductif (au sens de reproduction de la force de travail à travers les tâches éducatives, ménagères, de soins, de réconfort affectif et sexuel...).

Plus de philosophie en URSS

♦ The Suppression of Philosophy in the USSR (The 1920s & 1930s. (en anglais), de Yehoshua Yakhot (1919-2003) fut professeur de philosophie er URSS, jusqu'à son émigration forcée en Israël en 1975. Le livre décrit l'épanouissement des débats philosophiques après la révolution et la guerre civile. En 1922, le principal journal

théorique Under the banner of Marxism fut fondé à la requête de Trotsky Au milieu des années 1920 deux camps s'y distinguaient, les déterministes et les dialecticiens. Des débats relativement libres s'y déroulèrent jusqu'aux grandes purges staliniennes à partir de décembre 1930.

Catalogues

◆ Catalogue 2012 de AK

Distribution de nombreux ouvrages et brochures très diverses en anglais avec un index de groupes et auteurs. PO BOX 12766 Edinburgh EH8 9YE, Grande-Bretagne site wwwakuk.com

◆ Kate Sharpley Library, n° 70-71, juillet 2012 (en anglais): biographies de militants anarchistes et revue de livres dont les œuvres complètes de Malatesta (en italien).

En CD :

les analyses de Beno Sarel sur l'ex Allemagne de l'Est

Beno Sarel fut un participant de Socialisme ou Barbarie et on trouve dans la revue ses écrits sur la RDA: un camarade allemand qui a aussi beaucoup écrit sur la RDA vient de bublier un CD avec des textes de Beno en français, anglais et allemand. Le CD contient un certain nombre d'articles que Beno Sarel écrivit sur la classe ouvrière d'Allemagne de l'Est dans la période entre 1945 et 1958. C'est une collection complète de ces textes, la plupart traduits pour la première fois. Sarel occupe une place unique dans le contexte des écrits historiques sur ce sujet, car ses analyses mettent l'accent sur l'antagonisme entre la classe ouvrière et la bureaucratie. L'introduction en allemand et en

anglais confient aussi une bibliographie (commentée) sur les problèmes essentiels de la DDR, zone

d'occupation soviétique dans les premières années qui suivirent la fin de la guerre Copie du CD à Echanges contre 3 euros.

les collections complètes d'ICO, d'Echanges, de DLM...

◆ Rappelons que pour le même prix il est possible d'obtenir chacun des CD contenant tous les numéros d'ICO, d'Echanges et du bulletin DLM.

...et de Liaisons

◆ Un CD regroupe les numéros parus dans les années 1970 de *Liaisons*, publication belge. Copies à Echanges.

Vide-grenier : la grève généralisée en France

◆ Rappelons aussi que nous envoyons gratuitement les anciens numéros d'ICO et de la brochure « Lagrève Généralisée en France » (voir Echanges n° 139, vide –grenier)

NOTES DE LECTURE

Ma guerre d'Espagne, Brigades Internationales : la fin d'un mythe Sygmunt Stein Ed. Seuil 272 pages, 19 €

A NAISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DES BRIGADES INTERNATIONALES, formées d'étrangers volontaires pour s'engager militairement aux côtés des troupes républicaines combattant le coup de force fasciste de Franco de juillet 1936, reste pour beaucoup un mythe; elles auraient incarné une solidarité prolétarienne dans un supposé combat révolutionnaire.

L'ouvrage ne parle pas de l'origine des Brigades - et pour cause, puisque l'auteur, déjà bureaucrate du Parti communiste, n'arrive comme volontaire qu'après juillet 1936, alors que les Brigades sont déjà bien sous la coupe du Komintern. Lors du coup d'Etat militaire, en réplique aux Jeux olympiques officiels qui se tenaient à Berlin comme un hommage au nazisme, des « Olympiades prolétariennes » avaient été organisées à Barcelone. Ceux qui y participaient étaient marqués politiquement par l'antifascisme, et c'est tout naturellement qu'ils voulurent s'enrôler dans le combat du Front populaire espagnol. Ils formèrent spontanément des milices internationales. souvent groupées par nationalités, et ce furent les premiers éléments des Brigades Internationales (1).

(1) Ces points sont relatés dans l'ouvrage Out of the ghetto » (Joe Jacobs, Phænix Press) (en anglais) qui raconte l'odyssée de trois Britanniques communistes



Lorsque Stein arriva en Espagne, volontairement pour se battre comme il l'espérait, mais avec l'accord du Parti dont il avait été en Europe centrale un des agents – fonctionnaire du Komintern des plus actifs dans les services de propagande –, les Brigades internationales avaient largement dépassé ce stade de spontanéité pour devenir une des plus puissantes organisations de contrôle de l'Espagne républicaine par l'Union soviétique stalinienne. En raison de ses « compétences » antérieures au ser-

venus en Espagne pour ces jeux et qui se retrouvèrent dans une milice britannique, embryon des Brigades Internationales. vice du Parti il fut affecté, contrairement à ses vœux, aux services de propagande au cœur même de la toile des Brigades, à Albacète

C'est là qu'il prit conscience peu à peu, directement et par des témoignages, du rôle réel de l'URSS et du Komintern. C'est le récit de sa connaissance de ce rôle et de la manière, quasi providentielle, dont il réussit à s'en échapper qui forme l'essentiel de cet ouvrage.

Il n'y a guère de hasards dans l'Histoire. Ce n'est nullement un hasard si ce livre – un témoignage particulièrement percutant sur le rôle du Komintern (de l'Etat soviétique en fait) dans la guerre d'Espagne – voit seulement le jour aujourd'hui dans une traduction française, plus d'un demi-siècle après son écriture dans une langue pratiquement disparue, le yiddish.

Il était en effet impensable - et même encore dangereux dans l'immédiat aprèsguerre - de dénoncer par des faits précis comme le fait ce récit autobiographique les mythes entretenus par la pensée unique de la lutte antifasciste - habillage de la lutte entre puissance capitalistes dans la seconde guerre mondiale - qui unissait dans une même hagiographie mensongère tous les « patriotes », depuis les impénitents staliniens jusqu'aux défenseurs patentés de la démocratie bourgeoise. A travers ce témoignage direct, ce qui est une partie de ces mythes, le soutien de l'URSS bolchevique (seul contre la « non-intervention » de tout le camp capitaliste « démocratique » occidental) à la République espagnole ne tient pas, mais de plus montre que cette « intervention » fut en fait un sabotage. Les « Brigades internationales » furent en quelque sorte le bras armé du stalinisme dans cette mise à mort de tout ce qui, dans cette République, était vu comme une menace potentielle contre la domination capitaliste, quelle qu'elle soit.

L'auteur ne peut être suspecté dans ses témoignages. La postface de l'historien Jean-Jacques Marie (lui-même ex-trotskyste) émet bien quelques doutes sur la relation de faits de seconde main, doutes qui ne mettent nullement en cause ce que l'auteur a vécu lui-même et dont il témoigne sans parti pris. Stein était en effet bien placé pour connaître les secrets de l'intervention russe et en comprendre le caractère politique. Il venait en Espagne par décision personnelle de s'impliquer directement dans ce qu'il croyait un combat révolutionnaire, avec l'accord réticent du Parti; mais dès son arrivée, cet espoir fut décu car ses qualités reconnues de propagandiste firent que le Parti en décida autrement. Il obéit, en fonctionnaire fidèle. à cette affectation à Albacète, un nid de staliniens triés sur le volet pour leur obédience sans faille au Komintern.

Une bonne partie des faits que Stein relate étaient connus, au moins dans leurs grandes lignes et dans les milieux de l'ultra-gauche. Mais pas le caractère extrême de ces faits dont lui et d'autres furent témoins dans ce saint des saints.

C'est à travers ce qu'il voit et entend que Stein prend assez rapidement conscience que l'URSS stalinienne n'avait pas plus intérêt que les démocraties occidentales à ce qu'un système politique quelconque s'installe en Espagne républicaine. Sans les aborder vraiment directement, le texte souligne pourtant deux points importants:

- la participation des anarchistes à un Front populaire n'a servi finalement qu'à faire entrer le loup dans la bergerie et à couvrir ses activités, un loup revêtu de la pelisse d'un agneau secourable, un loup qui, à l'occasion se nourrissait de la provende intérieure (l'accaparement d'une partie de la production économique comme des secours venus de la solidarité internationale). La partie « secourable » n'était elle-même que la fourniture de matériel militaire obsolète payée à prix d'or (au sens propre de l'or espagnol transféré en Russie);

- l'élimination des éléments (anarchistes et poumistes) hostiles à cette politique « Front populaire » visant avant tout à marginaliser toute approche « révolutionnaire » se faisant, avec la complicité de l'essentiel des « forces républicaines » dont le bras armé dans ce cas était l'appareil stalinien, notamment dans les journées de mai 1937, qui d'après l'auteur (et il n'y a aucune raison de douter des éléments précis qu'il avance) furent une provocation stalinienne b'en orchestrée dans laquelle tombèrent inévitablement les défenseurs d'une perspective révolutionnaire.

Laissons la conclusion à Stein luimême:

 « Pour la Russie soviétique, l'Espagne ne constituait pas un but mais un moyen.
 Elle ne représentait pour Moscou qu'un "champ de tir" servant à former ses futurs cadres » (p. 161). Ce qui était parfaitement justifiable quant aux intérêts russe sur la scène internationale d'alors;

- « Chaque fois que je voyais des camarades ébranlés, déçus et malheureux, je me souviens de ce qu'ils disaient du plus effroyable crime du stalinisme : la destruction de la foi humaine » (p. 151). Rien n'illustre mieux la disparition de cette foi révolutionnaire que les descriptions que Stein donne de l'atmosphère de la Barcelone de 1936 et celle de 1939 (2).

H.S.

- (2) Stein n'aborde que l'aspect politique des événements espagnols de cette période. Ils peuvent être utilement complétés par les travaux de Michael Seidman qui traitent des réalités économique et de la lutte de classe dans l'Espagne tant républicaine que franquiste : En français :
- Pour une histoire de la résistance au travail, Paris et Barcelone, 1936-1938, brochure d'Echanges (mai 2001) toujours disponible;
- Ouvriers contre le travail : Barcelone et Paris pendant les Fronts populaires, éd. Senonevero, 2010 ;
- sur la polémique qui a suivi la traduction française de cet ouvrage, voir L'Etrange Histoire des ouvriers contre le travail, les vicissitudes d'un livre, brochure bilingue (français-anglais) d'Echanges (2011). Cette brochure contient la liste exhaustive des ouvrages de Michael Seidman dans toutes les langues.

AUTRES PUBLICATIONS SUR LA GUERRE D'ESPAGNE

♦ Les Giménologues sont un groupe qui a pris son nom d'Antoine Giménez, un anarcho-syndicaliste d'origne espagnole dont ils ont édité Les Fils de la nuit: Souvenirs de la guerre d'Espagne (juillet 1936-février 1)39) aux éditions L'Insomniaque (2006). Dans son n° 389 (mai 2012), CNT, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, donne une notice nécrologique établie par ce groupe (datée de décembre 2011) de Josep Fortuny Ferrer, vétéran anarchiste de la guerre d'Espagne, décédé à Peyrelevade en août 2011.

Une notice qui met en évidence le grand écart de ses combats contre le fascisme et le stalinisme alors qu'il n'avait que 16 ans en 1936, et son engagement aux côtés de la Résistance française.

- ◆ L'Œuvre constructive de la révolution espagnole (décembre 2011) (éd. du Coquelicot, BP 74078, 31029 Toulouse cedex. lecoquelicot@free.fr).
- ◆ Catalogne 1936-1397, témoignage sur le vif d'André et Dori Prudhommeaux (éd. du Coquelicot).
- ◆ Guerre, exil et prison d'un anarcho-syndicaliste, de Cipriano Mera: « Ce militant anarcho-syndicaliste se trouvait derrière les barreaux à Madrid lorsque la rébellion militaire éclata. Dès sa

mise en liberté, il prit les armes. Il raconte son expérience, sans éluder certains aspects doctrinairement discutables, comme la militarisation des milices » (présentation des éd. du Coquelicot. Dans A contretemps, note sur Cipriano Mera Sanz, de Clément Magnier, éd. CNT Région parisienne, 2011).

◆ La Révolution permanente, un document sur l'Espagne révolutionnaire de Baltasar Porcel, trad. du catalan, Balzac éd., 30 rue des Angles 66390 Baixas. balzac.editeur@wanadoo.fr

Le Socialisme sans le progrès. The Root is Man

Dwight Macdonald Editions La Lenteur, 2011

N 1946, Dwight Macdonald (1906-1982) publiait un essai The Root is Man. dans la revue américaine Politics qu'il anima entre 1944 et 1949. Le titre était emprunté à la « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel ». article de Ka: l Marx paru dans l'unique cahier double des Deutsch-Französische Jahrbücher (Annales franco-allemande. 1844): « Etre radical, c'est saisir les choses à la racine. Mais la racine pour l'homme est l'homme lui-même, » The Root is Man a soulevé en son temps une vive polémique et a été republié en volume en 1953 dans une version légèrement remaniée, augmentée d'appendices qui, pour certains, tentaient de répondre à cette polémique.

En 1947 et 1948, la revue bruxelloise Les Cahiers socialistes en proposait une version française sous le titre Partir de l'homme... (The Root is Man). Examen critique des fondements socialistes, reprise par les cahiers Spartacus en 1972 avec une couverture indiquant Le Marxisme est-il en question? Nouvelle édition de « Partir de

DWIGHT MACDONALD

LE SOCIALISME SANS LE PROGRÈS

THE BOOT IS MAN



l'homme...». Les éditions La Lenteur en publient aujourd'hui une traduction nouvelle, à partir du texte de 1953, sous le titre Le Socialisme sans le progrès. The Root is Man (2011).

A l'époque où il rédigeait cet essai, Dwight Macdonald avait rompu avec le trotskysme, qu'il avait professé avant guerre, en faveur d'un militantisme anarchiste et pacifiste. Selon John Patrick Diggins (The Rise and Fall of the American Left, W. W. Norton and Company, 1992 [1^{erc} édition 1975]), c'est dès 1937, date du simulacre de procès public sous la présidence de John Dewey, à la demande de Trotsky pour se défendre face aux accusations de Staline, que Dwight Macdonald posait la question de savoir si le cours des choses en Russie eût été modifié au cas où Trotsky eût été à la place de Staline (p. 179-183). De son côté, Dwight Macdonald précise s'être converti au pacifisme à la suite du bombardement atomique sur Hiroshima (« Auto-interview », traduit dans le volume des éditions La Lenteur, p. 195).

Considérant les convergences entre la gauche et la droite politiques, entre le bolchevisme et le national-socialisme, Dwight Macdonald s'interrogeait, dans The Root is Man, sur l'action individuelle et l'action des masses, discutait les conceptions divisant la société en classes ou en groupes homogènes, critiquait le scientisme et la notion téléologique de progrès historique partagés par les héritiers politiques de Marx et Engels, et rejetait finalement le marxisme au nom de valeurs morales telles que la vérité, la justice, etc.

Comment comprendre que le discours révolutionnaire qui prétend donner aux masses l'initiative de la transformation de la société se heurte à l'inertie de ces mêmes masses? Que les révolutionnaires professionnels, de parti ou de syndicat, fassent si peu confiance à leurs troupes qu'ils leur demandent d'agir selon des directives provenant d'eux-mêmes et non d'elles-mêmes ? Que l'activité consciente des individus puisse être soumise à l'activité inconsciente des foules? Comment expliquer que la classe ouvrière des pays économiquement développés n'ait jamais réalisé cette révolution prolétarienne que les élites révolutionnaires prophétisent depuis tant de temps, et que les tentatives de révolutions passées n'aient jamais débouché que sur un collectivisme bureaucratique? Quels rôles respectifs jouent les individus, les petits groupes, les classes sociales, et principalement la classe ouvrière? Comment prétendre que l'histoire progresse lorsque l'on considère les méfaits du capitalisme ? Comment voir un progrès dans l'invention et l'utilisation du nucléaire et des avancées

scientifiques en général? Comment souffrir l'anéantissement de l'humanité par l'invasion du machinisme? Comment justifier que les êtres humains n'entretiennent entre eux que des rapports marchands?

C'est à ce genre de questions que Macdonald essayait de répondre. Les éditeurs de La Lenteur se sont focalisés sur certaines de ces réponses dans leur avant-propos, apportant la preuve qu'elles demeurent d'actualité. Mais j'estime que la façon des éditeurs de ramener les réponses de Macdonald à un schéma de pensée convenu, établissant grossièrement un lien entre révolution et préoccupations environnementales, est réducteur.

Le titre original, Root is Man (littéralement, la racine est l'homme), est effectivement, comme l'écrivent les éditeurs, un mauvais titre en français. Mais pourquoi trouvent-ils « étrange » Le marxisme est-il en question? des cahiers Spartacus qui n'apparaît qu'en couverture? Le sous-titre Nouvelle édition de « Partir l'homme... », figurant aussi clairement en couverture, ne laisse place à aucune ambiguïté. Le titre choisi par les éditeurs La Lenteur, Le Socialisme sans le progrès. The Root is Man, ne me paraît pas plus opportun que Le marxisme est-il en question? Chacun ne faisant allusion qu'à un aspect des réflexions de Macdonald; Partir de l'homme me semble être la meilleure traduction possible en français.

La dernière phrase de Root is Man. « La racine, c'est l'homme, ici et maintenant. », explicitait l'idée générale de Macdonald : il faut se dépêtrer du « fétichisme des masses » pour redonner tout son rôle à l'action des individus unis en collectivités qui ne corrompent pas les buts que les participants se fixent en commun. Les éditions La Lenteur ont tendance à nier la portée des relations dialec-

tiques entre minorité et majorité, analysées par Macdonald, rapportant erronément ses propos à une simple apologie de la clairvoyance des intellectuels.

En outre, le titre choisi par les éditeurs La Lenteur prête à une double confusion sur ce qu'affirmait Macdonald : premièrement par rapport à ce qu'il appelle le progrès, qui ne se limite pas à une extension de l'industrie mais met avant tout en cause cette vision particulière, dite téléologique, d'une histoire humaine se hissant inéluctablement de la barbarie à la civilisation ; deuxièmement, par rapport à sa critique du scientisme car il ne s'agit pas pour Dwight Macdonald de désavouer la méthode scientifique ni de s'occuper de la validité de la science mais de son domaine de compétence (p. 114) et de « considérer la connaissance scientifique comme un moyen et non comme une fin (....) » (p. 167).

Enfin, les éditeurs La Lenteur avancent que la traduction des Cahiers socialistes. reprise par Spartacus: « (...) péchait par sa lourdeur (...). Sans parler du fait qu'elle avait discrètement tendance à émousser quelques passages difficiles à avaler pour le lecteur indulgent à l'égard de l'expérience soviétique... » Pour moi, il y autant de lourdeurs dans la version de La Lenteur que dans celle de Spartacus, qui tiennent certainement aux originaux en anglais que je ne me suis pas donné la peine de consulter. Je n'ai, par ailleurs, pas relevé cette « tendance à émousser quelques passages difficiles à avaler pour le lecteur indulgent à l'égard de l'expérience soviétique... » dans l'édition Spartacus, et ai même trouvé une phrase dans un paragraphe ouvrant le chapitre III (cahier Spartacus, p. 31), extrêmement ferme sur la faillite du marxisme : « (...) le marxisme constitue un obstacle sérieux qui barre les routes nouvelles. (...) »,

absente de l'édition La Lenteur (p. 45).

L'édition Spartacus, toujours disponible au catalogue, est tout aussi bonne que celle de La Lenteur. Elle n'a pas été faite d'après le même texte, et si la version de La Lenteur présente quelque avantage par rapport à celle de Spartacus c'est grâce aux appendices qui montrent le cheminement ultérieur de Macdonald, où le lecteur pourra constater son engagement au moment de la guerre froide pour l'Occident contre le bolchevisme (dans son « Auto-interview », par exemple) sans jamais cesser de se demander comment lutter pour une société sans classe et sans Etat dans laquelle la production serait coopérative, et ou aucun individu n'exercerait de domination politique ou économique sur un autre (note 8, p. 33).

L'essai de Macdonald rappelle qu'on ne saurait attendre des gens à principes aucune sincérité car ils ne font jamais que ce que leurs principes ont décrété qu'ils devaient faire. Il ne mérite pas tant notre attention pour les réponses qu'il apporte à ses propres doutes et à ceux de certains militants de sa génération que pour ce qu'il montre d'un homme qui s'est tenu au plus près de la troublante réalité, qui ne se drapait pas dans un flou conceptuel.

J.-P. V.

[◆] Les éditions La Lenteur signalent la traduction d'un autre texte de Dwight Macdonald, « The Bomb » (1945), dans Agone n° 34 (2005).

[◆] Dans A contretemps, bulletin de critique bibliographique, sous le titre « Pour un socialisme débarrassé du progressisme », les comptes rendus de deux livres, Le socialisme sans le progrès de Dwight Macdonald et Les Complexes d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès, éd. Climats-Flammarion, 2011, 368 p.

[◆] Le magazine Offensive a rendu compte de Le Socialisme sans le progrès dans son n° 33 (mars 2012) en accompagnant un extrait du livre de « Quelques remarques d'André Prudhommeaux » publiées en 1950.

DOCUMENTS, JOURNAUX, BROCHURES ET LIVRES DISPONIBLES

Ces matériaux sont envoyés contre remboursement des frais postaux. Pour éviter des frais inutiles aux uns et aux autres, il suffit de joindre à la demande si possible des timbres ou des vignettes: 0,78 euro pour un exemplaire, 1 euro pour deux, 1,80 euro jusqu'à cinq. Au-delà et pour les livres, demander au préalable le montant des frais postaux. Etant donné le nombre limité de certains documents, les premières demandes seront honorées dans leur ordre d'arrivée et les timbres inutilisés seront restitués. Si la publication n'est pas en français, mention est faite, entre parenthèses par une initiale, de la langue utilisée dans la publication

A

A Contre Courant numéros dépareillés de 2000 à 2012

Affranchi (L') (I.IT) janvier 1998 dossier şur l'Etat AK Distribution, catalogue 2012

Alternative libertaire, numéros dépareillés de 1998 à 2012

Amérique (L'): Manière de voir n° 101,2008 Amnesty International, rapport 2005 Aujourd'hui n° 54, 1999

Б

Ba Hallaj, Adresse à mes frères et sœurs algériens (1997)

Bad Gérard, Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Echanges, 1999

Bilan d'une adhésion au PCF, ICO, (1969) Bilan et Perspectives n° 4 (2002)

Blaumachen : sur les événements de Grèce 2009 (en grec)

Bon (François): *Daewoo*, livre, 1999 *Brasero*, n° 2 (juin 2011) et 3 (mars 2012) Bulletin du CIRA nº 67 (2011)

С

CAF: Conseils pour faire face aux contrôles Camoin (Robert) (Présence marxiste): Léon Tolstoï (2010)

Camoin (Robert): Le Mouvement ouvrier sous le Second Empire (2011)

Camoin (Robert) : Le Parti alémaniste (2011)
Carré Rouge n° 39, décembre 2008

Cercle Berneri : Les Syndicats aux Etats-Unis (1999)

Cercle de discussion de Paris : Que ne pas faire, (2000)

Cette semaine, nº 96 (2008).

Challenge, n° 232, 2004

Chiapas, 1986

Chronique (La), bulletin d'Amnesty Internatione n° 221et 223 (2006)

Class Struggle n° 46, 2005 (A)

CNT Marseille: Partager le travail, 1998

Combat laïque n° 21 (2007)

Combat syndicaliste nº 186, 1998

Communisme n° 62, décembre 2010

Contre le CPE, Editions Impossibles, juin 2006

Correspondance n° 2 (2012)

Courant alternatif, numéros dépareillés de 2006 à 2012

CQFD, numéros dépareillés de 2010 à 2012 Creuse Citron (Creuse Libre) n° 23, printemps 2010

D

Dans le monde une classe en lutte (plusieurs collections de numéros dépareillés touchant les 17 années de cette publication pouvant être complétées par des photocopies).

Dassonville (Gustave A.) : L'homme comme unité. 2012

Direct Action (AIT), traduction française de différents articles (2002).

Droites (Les) au pouvoir, Manière de voir, octobre 2007

E

Echanges et Mouvement : Restructurations et lutte de classe dans l'industrie automobile mondiale, livre

Ecole de Paris (Les amis de l') nº 5 et 7 (2006) et le journal n°72 (2009), Quand l'entreprise faço me la société

Economie et statistique n° 205 (1987)

Economist (The): Earthly Powers (2010) (A) Ekluseries (Rennes): CD reprenant des émissions radio sur les squats.

Emancipation syndicale et pédagogique, n° 8, avril 2009

Emploi (L') dans le spectacle, CNT, 2002 Espoir nºº 1 et 2 (2005), de la révolte à la révolution

Etudes marxistes : dossier L'Emploi ou la mort (1997)

Expansion (L'), un n° sur les médicaments (2003), et un n° Que pèse la France face aux Etats-Unis ? (2004)

F

Forge (La), numéros dépareillés de 2011 à 2012

Forbes: The Annual Report of American Industry, juin 1984 (A)

Financial Times: New Dynamics, octobre 2011 (A)

G

Gazette de la société et des techniques, numéros dépareillés de 2007 à 2012

Glaberman (Martin): *Travailler pour la paie:* les racines de la révolte (Acratie), livre (2008) Goldner (Loren): *Communism is the mate-*

rial human community : Amedeo Bordiga today (A)

Gremmo (Roberto): Gli anni amari di Bordiga (1885) (1995) (I)

Griffe (La): Rapports sociaux de sexe, 1998 Grondement de la bataille (Le), Nantes, 2004 Guantanamo (Une jeunesse à): Le Monde 2 (2005)

Guérilla, (à propos de Cuba) nº 19, 1995

Н

Habitants de la lune (Les) n° 1, 4 (2010) sur les événements en Grèce, 5 (2011) et 6 Head and Hand: The capital and class 25th anniversary, autumn 2001 (A)

Hobnail Review n° 9,10 et 13 (2007) et 14 (2008) (A)

Hors service, nº 9, 20 et 21 (2011) Hurricane Katrina, Big Easy, Small Window, 2005 (A)

L

Illegal immigrants, brochure sur la défense des immigrants en France (A) Independent Reader n° 5 et 6 (2007) (A)

Info luttes, nº 1, 2, 3 et 4 (Caen)
Informations Correspondance Ouvrières
(ICO) numéros disparates des années 1970.
Rappelons que pour 5 euros on peut obtenir
un CD de l'ensemble des publications d'ILO-ICO

Intervention Communiste numéros dépareillés, 2010-2011

Iran sous pression (L'), Le Monde 2, juin 2005 Iran Bulletin, automne-hiver, 1998 (A)

U

Jakilea/Le Témoin, nº 95 à102, (2010-2012) Jusqu'ici, nº 1 et 2 (2010) Just do it (A)

H K

Karnage, nº 2 (2010) et 3 (2012)

64- ÉCHANGES 141 - ÉTÉ 2012

KSL n° 68-69 (2011-2012) (A) Kta, Maloka 2J07 à 2012

L

La Lettre internationaliste n° 13, mars 2011 LA Map: Organising the future, juillet 1995 (A)

Le Mouvement social n° 207, (2004)

Liaisons sociales : L'Exception française, 1997

Lieux Communs n° 17 : Le Soulèvement arabe, Tunisie (2011)

Lucioles, n° 2 (2011)

M

Manotti (Dominique) : Lorraine Connexion, livre (2006)

Mauvaises intentions, mai 2008

Mouette enragée (La) nº 30, printemps 2012

N

N'autre école 2011-2012 Négatif n° 14 et 15 (2011) No Basta, sur le Chiapas n° 3

0

Oaxaca (La Libre commune d'), CQFD-L'Insomniaque - 2006

Offensive n° 31, septembre 2011

Orr Akira: Autonarchy (brochure) et Future Revolution, Politics without politicians (manuscrit) (A)

Ots (Michel): Donne de cœur contre LOPPSI

Р

Pannekoek (Anton): Le Syndicalisme (ADEL)
Pannekoek: Lénine Philosophe (photocopie
de l'édition Spartacus)

Paper (The): Riots again riots better, 2011 (A)

Partisan, nºº 238 à 247 (2010-2011)

Past Tense, Radical History Publications, catalogue 2010 (A)

Peuples en marche (2002)

PLPL no. 1, 2, 3, 6 (2000-2001)

Pourquoi pas, juillet 2001

Prison à la maison, juillet 2009

Prolétaire (Le) trois no. 2001, 2004, 2012

R

Red Collective (2006) (A)

Réduction du temps de travail (La)? FO, guide pratique 1998

Regroupement communiste n° 36, 38, 39 (2011-2012)

Révolution communiste, Cahiers de la révolution syndicale (1970)

Révolution qui vient (La) 2009

Russian Labour Review, nº 4,1994 (A)

Russie, de Lénine à Poutine, Manière de voir (2008)

Russie, Workers and Trade Unions, brochure 1992 (A)

S

Simon (Claude): On n'est pas des veaux (sur les produits laitiers), brochure (2006)

Simon (Henri): Le 25 juin 1976 en Pologne (1977)

Simon (Henri): The Railways Strike, France 1986-1987, Echanges (A)

Socialist Worker, organe du Socialist Worker Party, n° de 2010-2011(A)

Solidaire, numéros dépareillés de 2004-2005 Solidarité active avec les compagnons incarcérés (2007)

Sorting out the national post strike, 1988 (A) Sortir du nucléaire, nº 32, 33 (2006), 42, 43, 44 (2009), 45 à 48 (2010-2011), catalogue 2010 et hors-série Le Double Jeu du nucléaire (2009)

Subjectivité et post modernité, éléments de recherche, 2007-2008

Sud Education Aquitaine, la lettre, nºº 37 à 39 (2010-2011)

Sud Education n° 20 (2006), 21, 25 (2007), 26 (2008)

Time: Buying into America (1997) (A) Tottenham Chronicle (F)

J

Uprising and class struggle in Egypt, 2011, 2011 (A)

V

Ville est à nous (La), n° 4, 2002

W

Wagner (Helmut) : L'Anarchie et la Révolution espagnole (ADEL)

Woodward (Alan): The Deeper Meaning of the Struggle (2009) (A)

Z

Zanzara Athée: Rage de classe dans les années 2000, brochure (2009)

ILO, ICO, ECHANGES ET DLM

Des CD sont disponibles pour le prix de 5 euros (poste comprise); on peut aussi envoyer une clé USB:

- collection des revues ILO, ICO
 et de diverses publications d'ILO-ICO
 (brochures, cahiers, etc.)
- collection d'Echanges
 du n° 1 au n° 136 (pour l'exploration
 de ce CD, l'index des articles
 d'Echanges [brochure disponible]
 est particulièrement utile)
- collection du bulletin Dans le monde une classe en lutte jusqu'à février 2012
- Beno Sarel : Le stalinisme en Allemagne orientale.



BROCHURES DISPONIBLES

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de L'industrie automobile en Californie est morte, Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1.50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le III Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3.50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ? Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du xxi siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 curo)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réal: 'par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 curo)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (DLM),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé

par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org